

Une histoire de l'humanité, des religions et de l'Etat

2 – Judaïsme, le dieu unique d'un seul peuple

édité par L'Ouvrier

2 - Judaïsme, le dieu unique d'un seul peuple

1 - Le Judaïsme premier, religion libre d'un peuple libre	3
2 - Adam, Eve et l'Etat	5
3 - La Judée sans Etat et la révolution	8
4 - Le Judaïsme de la Diaspora au Moyen-âge	11
5 - Les persécutions par l'Eglise au tournant du 11ème siècle	13
6 - Les Juifs hassidiques : du mouvement populiste aux ultra-orthodoxes	17
7 - La création d'un parti révolutionnaire ouvrier juif, le Bund	19
8 - Le problème juif et les marxistes	22
9 - Le Bund et le tournant nationaliste	25
10 - L'antisémitisme du 20ème siècle : moyen de dévier l'anticapitalisme	30
11 - La "solution finale" et la bourgeoisie juive	32
12 - Le sionisme et l'Etat	36
13 - Israël, le mythe et la réalité	38

1 - Le Judaïsme premier, religion libre d'un peuple libre

La croyance en un Dieu unique, le monothéisme, est apparue chez les Hébreux, de nombreux siècles avant d'autres peuples. Entre 1800 avant JC et 1200 avant JC, les Hébreux sont un petit peuple sémite de tribus nomades. Ils ont l'habitude de se déplacer et vivent de l'élevage de petit bétail, en Mésopotamie, dans l'actuel Irak. Cette région est très particulière. C'est elle qui a connu l'apparition des premiers Etats. Alors que les hommes avaient réussi à vivre jusque là sans autorité des uns sur les autres, sans exploitation des uns par les autres, l'Etat faisait apparaître et imposer une autorité basée sur une force violente, coercitive. Pour la première fois aussi, des hommes étaient exploités par d'autres hommes, et certains hommes étaient devenus rois. Cette invention allait longtemps rester limitée à un petit nombre de villes de Mésopotamie. Puis l'Egypte, à un millier de kilomètres de là, se mit à imiter la Mésopotamie. L'histoire du peuple hébreu a commencé entre ces deux lieux, très exactement.

Vers 1760 avant Jésus-Christ, un chef de tribu, Abraham, décide de partir avec les siens de la région d'Ur, dans le sud de la Mésopotamie. A quelques dizaines de personnes, ils emmènent parmi eux des Hébreux réduits en esclavage par les Mésopotamiens, et se déplacent en pratiquant l'élevage de boeufs, chèvres, moutons, ânes, et la culture d'arbres fruitiers et de céréales. Le voyage se serait déroulé sur plusieurs générations, et aurait été conduit par les fils et petit-fils d'Abraham, les patriarches. La chronologie n'est pas clairement établie. Les historiens tiennent à recouper les écrits religieux qui sont souvent symboliques, avec d'autres documents ou indices, pour fixer les dates et décider ce qui s'est matériellement passé de ce qui n'est qu'interprétation, légende ou vision. Ce travail n'est achevé de manière vraiment satisfaisante dans le cas du peuple hébreu que pour la période qui commence vers l'an 1000 avant JC. Auparavant, subsistent plusieurs problèmes. On sait que la Bible, qui retrace cette histoire, ne sera écrite qu'au 8ème siècle avant JC.

Ces Hébreux auraient donc remonté l'Euphrate, contournant les déserts d'Arabie et de Syrie, puis seraient redescendus le long de la côte Méditerranéenne, jusqu'au pays de Canaan, l'actuel Israël. Ils forment alors un peuple libre, qui n'est soumis à personne, comme la plupart des peuples du monde, mis de côté les Egyptiens et les Mésopotamiens. Ils n'ont pas une administration régulière, pas d'Etat. Ce sont des tribus assez égalitaires, où ne règne pas l'exploitation. S'il y a des différences sociales, elles ne sont pas encore abouties au point de devenir un système d'exploitation.

L'Etat, les Hébreux savent ce que c'est : ils sont très bien placés pour cela, entre Mésopotamie et Egypte. Ce n'est pas par ignorance ou en raison d'une quelconque infériorité qu'ils n'en ont pas. Ils vivent exactement au même niveau technique que ces Etats, d'agriculture et d'élevage. Mais les peuples qui savent que l'Etat réduit des gens à l'état d'ouvrier exploité durement, de paysan écrasé de travail et d'impôts, ou d'esclave, n'en veulent pas. Seule une minorité peut espérer y gagner une vie luxueuse et un pouvoir. Et les Hébreux, comme la grande majorité des peuples, vont résister durant plusieurs siècles aux tentatives d'introduire un Etat dans leur monde.

En Egypte comme en Mésopotamie, dirigeants politiques et dirigeants religieux sont très proches, quand ils ne sont pas confondus. En Egypte, le roi est lui-même un Dieu. Les religions sont partout polythéistes, basées sur la croyance en des dieux multiples. Ces dieux n'ont autorité que sur une localité. Il est donc admis lorsqu'on voyage, que l'on change de dieux à vénérer. Et un peuple nomade, comme le sont les Hébreux, a donc l'habitude, plus que d'autres, de croire en des dieux variés. Ceci dit, il est fréquent de considérer un dieu particulier comme supérieur aux autres. Mais là où il y a Etat, la religion a pris un caractère nouveau lorsqu'il est apparu, devenant dure, voire écrasante vis-à-vis du peuple par ses obligations. Ni en Mésopotamie, ni en Egypte, l'Etat n'amène l'idée d'un dieu unique. On peut juste citer une tentative en Egypte lorsque Akhenaton, vers 1360 avant JC, décide de n'adorer que le dieu soleil. Mais son successeur efface cette tentative.

Les Hébreux qui ont quitté la Mésopotamie gardent des contacts avec ceux qui y sont restés. Mais rapidement, leur langue, leurs croyances commencent à changer. En Mésopotamie, régnait un pessimisme et une sorte de fatalité totale quant à la destinée humaine. Ceux qui en sont partis considèrent que la terre est ouverte au bonheur, et en premier lieu celle de Canaan, dont ils adoptent la langue, l'hébreu. Ensuite, a lieu l'épisode égyptien. Lors d'une famine, les Hébreux de Canaan, ou une partie d'entre eux, se voient offrir la terre de Gessen, au nord-est de l'Egypte. Mais un nouveau roi égyptien aurait asservi les pasteurs de Gessen. Moïse a-t-il réellement existé et conduit ces Juifs hors d'Egypte ? On ne le sait pas, mais les Juifs obtiennent de pouvoir quitter l'Egypte. Les dates proposées par la tradition juive et celles notées sur les tablettes égyptiennes ne concordent pas du tout. On hésite entre 970 et 1500 avant JC. Le départ d'Egypte s'est probablement échelonné sur plusieurs dizaines d'années. La traversée de la Mer rouge, célébrée par un cantique de Moïse, se serait en réalité produite tout au nord de la Mer rouge, à l'entrée de l'actuel canal de Suez, à un endroit où la mer n'est plus qu'un marécage. Après quoi les tribus nomadisent dans le Sinaï. Pendant une quarantaine d'années, elles sont empêchées par les peuples qui y sont de revenir en Canaan. C'est dans le Sinaï que Moïse a la révélation divine des Dix commandements, et de l'existence du Dieu unique

Les Hébreux qui suivent Moïse acceptent de vénérer ce dieu et de ne plus vénérer tous les autres. Cela ne veut pas dire qu'ils n'y croient plus. Ce n'est encore qu'une concession passagère, un contrat, une "alliance" entre Dieu et le peuple. Ce dieu qui est apparu à Moïse, Yahvé, est probablement un ancien dieu des armées de la région, Yahvé Sabaoth. Il est d'une violence et d'une cruauté qui correspondent à l'activité guerrière. Il est capable, selon la Bible, d'infliger aux Egyptiens dix plaies terrifiantes : l'eau du Nil qui se transforme en sang, la terre ravagée par des nuées de sauterelles, le pays plongé dans l'obscurité... L'exode hors d'Egypte, d'une certaine manière, est une opération militaire aussi. Tout le monde est bien obligé d'obéir à une autorité, le temps du voyage, et le dieu vénéré est le mieux placé pour les protéger militairement. Mais dès leur arrivée en Canaan, des Hébreux se remettent à pratiquer les anciens cultes, comme celui de Baal. On se met à des tâches agricoles dès qu'on se fixe sur des terres et Baal est le dieu qui favorise les moissons. Le peuple hébreu n'accepte donc pas le monothéisme que tente, à la faveur d'une difficulté grave, de lui inculquer ses chefs de guerre.

S'il est avéré que l'idée monothéiste est bien apparue dès cette époque de l'exil d'Egypte, elle serait l'oeuvre unique des chefs provisoires d'un peuple ne disposant pas d'un Etat, et devant tenir tête à la puissance d'Etats mettant en danger son existence. En permettant

de donner plus de force et de cohésion dans l'adversité face aux superpuissances de l'époque, l'invention du dieu unique aurait servi, dans une certaine mesure, d'outil permettant de remplacer l'Etat, permettant aussi de se passer de sa mise en place. Et si l'Etat n'a pas été mis en place dans des conditions pourtant habituellement favorables à son apparition, c'est probablement que le peuple lui-même n'en voulait pas et s'y est suffisamment opposé pour empêcher son apparition.

Les Cananéens qui s'opposent à l'entrée des Hébreux ont édifié des cités-Etats. De plus, ils maîtrisent la métallurgie du fer, qu'ignorent les Hébreux. Mais vers le début du 13ème siècle avant JC, les Hébreux l'emportent. Et ce succès est réalisé là encore sans qu'il soit nécessaire que s'impose un Etat qui domine la population hébreue elle-même. Leur système politique est une fédération des tribus gouvernées par des magistrats élus, les Anciens d'Israël, et contrôlés par des assemblées populaires. C'est donc une démocratie populaire, comme la connaissent les sociétés sans Etat. Personne n'est écarté des décisions, et elles se prennent en présence de tous. Le seul chef que l'on se permet de nommer, pour lui obéir, c'est en cas de guerre, le chef militaire : le flophet. Il est alors élu, mais immédiatement renvoyé à son travail productif, comme tout le monde, dès que l'activité militaire n'est plus nécessaire. L'habitat que l'on retrouve, est égalitaire. Les familles vivent toutes de la même manière ; aucune forme de palais, ou de demeure luxueuse. Ce peuple connaît une vie intellectuelle, elle aussi ouverte à tous, et d'autant plus riche : l'écriture est communément répandue. Certaines cités cananéennes subsistent à ses côtés. Cette période dure environ trois siècles, entrecoupés de périodes de guerres de quelques mois, surtout contre les Philistins. Chaque fois, les Hébreux se donnent un chef militaire, nommé juge, sorti du peuple.

2 - Adam, Eve et l'Etat

Au 11ème siècle avant JC, Abimélec, fils du juge Gédéon, tente d'instaurer un Etat, avec à sa tête un roi. Mais la majorité des Hébreux tiennent à leur liberté, et font repousser cette tentative. Une partie des Hébreux continue à chercher le moyen d'instaurer l'Etat. Une assemblée des Anciens d'Israël, tenue à Rama en 1020 avant JC, aurait exigé du juge Samuel qu'il désigne un roi. *"Tu es devenu vieux, disent les anciens à Samuel, et tes fils ne suivent pas ton exemple. Eh bien, établis-nous un roi pour qu'il nous juge, comme toutes les nations. Cela déplut à Samuel"* (I Samuel 8). Samuel, chef respectueux de la démocratie populaire considère que la royauté serait une perte de liberté.

Finalement Samuel propose comme roi Saül, mais Saül est soumis à l'élection par l'assemblée du peuple. Le pas n'est pas vraiment fait. Le simple fait que ce roi soit élu, fait qu'il est en réalité soumis au contrôle et à l'autorité... de ceux qui l'ont élu, et c'est le peuple qui reste maître... de son roi. En fait le peuple ne lui laisse l'autorité de chef que sur une armée permanente. Saül peut prendre quelques mesures sur le plan religieux : respect par ses soldats des interdits alimentaires, interdiction de la sorcellerie. Lorsqu'il subit une défaite militaire, en 1004 à Gilboa, il se suicide.

L'Etat finit par apparaître avec son successeur, David, proclamé roi par l'assemblée d'Hébron après la mort de Saül. David ne se contente pas du statut hérité de Saül. Il se bat pour imposer la soumission de toutes les autres tribus à son autorité, sans se faire élire d'elles, et pour soumettre également les membres d'autres peuples. Il fait de Jérusalem sa capitale, en

997. Surtout, il se dote des moyens indispensables qui sont au coeur du nouvel Etat : des appareils étatiques, une administration qui lui obéit. Il remplace les anciennes institutions tribales et municipales, instaure une force militaire pour protéger le gouvernement contre le peuple, met en place un système d'impôts et des percepteurs, les intendants du Roi, pour financer les rouages de l'Etat et leur entretien. On trouve autour du roi un conseil de fonctionnaires, un écrivain en chef, un chef des corvées, des généraux, une garde, des mercenaires. Lorsqu'il le juge nécessaire, c'est David qui convoque les délégués des tribus pour leur imposer de mobiliser l'armée. L'assemblée de Jérusalem subsiste, mais c'est David qui a désormais les moyens de lui imposer sa volonté. C'est ainsi que son fils Salomon sera désigné pour lui succéder.

David et Salomon apportent de gros changements sur le plan religieux. David installe à Jérusalem, sa capitale, l'Arche d'alliance, qui symbolise le traité passé entre les Juifs et Dieu lors de l'exode dans le Sinaï. Vis-à-vis du peuple qui doit désormais lui obéir en tous temps, David se dit son roi "selon le coeur de l'Eternel", c'est-à-dire selon la volonté de Dieu. Salomon édifie le Temple à Jérusalem : 170 000 ouvriers conduits par 3 300 officiers y travaillent sept ans durant. C'est un château aux murailles épaisses, dont le saint des saints, inaccessible au public, abrite l'Arche et les tables de la loi. La tribu à laquelle appartient David est celle de Juda. C'est pourquoi la religion prend désormais le nom de Judaïsme. Dès les débuts de l'Etat hébreu, celui qui fait les lois est aussi celui qui régit la morale, et le même qui interprète la religion. Un clergé, corps permanent de spécialistes de la religion, est mis en place. Il est dirigé par un grand prêtre, choisi par la caste religieuse. Pour maintenir l'unité du royaume, on choisit le grand prêtre dans la tribu de Lévi, tandis que le roi est issu de la tribu de Juda.

Mais le changement le plus important n'est écrit nulle part : il est imposé dans les cerveaux. Désormais, la religion est une croyance absolument obligatoire. La Bible fourmille de témoignages indiquant à quel point jusque-là les Hébreux étaient libres et pouvaient se permettre de changer leurs croyances. Par contre, à partir de l'instauration de l'Etat, la religion devient autre chose qu'un simple contrat. Elle s'identifie à l'appartenance à la société. Ne pas croire en ce dieu, c'est s'exclure de la société elle-même. C'est après la mise en place de l'Etat et de sa religion que sont écrits les premiers textes qui vont constituer la Bible. La Genèse est rédigée sous deux formes, l'une dite yahoviste au sud de la Palestine vers la fin du 10ème siècle avant JC, plus tard au nord, sous la forme dite elohiste, au 8ème siècle avant JC. Un peu plus tard, sous Ezechias, roi de Juda de 716 avant JC à 688 avant JC, sera écrite une version qui unifie ces deux textes.

C'est donc à cette époque qu'est fixée la fameuse histoire de la naissance de l'humanité, celle d'Adam et Eve. La Bible fait naître le monde autour de Babylone et de la Mésopotamie : *"Un fleuve sortait d'Eden pour arroser le jardin et de là il se divisait pour former quatre bras (...) Le troisième fleuve s'appelle le Tigre (...) Le quatrième fleuve est l'Euphrate. Yahvé Dieu autorise l'homme à manger de tous les arbres, sauf de celui de la connaissance du bien et du mal. Car le jour où tu en mangeras, tu mourras certainement"*. Dieu endort Adam, et avec une de ses côtes, il crée la femme. C'est le rusé serpent qui tente la femme en lui demandant s'ils ne vont pas manger de tous les arbres du jardin. *"La femme vit que l'arbre était bon à manger et séduisant à voir, et qu'il était cet arbre, désirable. Elle prit de son fruit et en mangea. Elle en donna aussi à son mari qui était avec elle, et il en mangea"*. Interrogé pour ce qu'il a fait, Adam montre du doigt sa femme, qui à son tour montre du doigt

le serpent. Alors Dieu maudit le serpent en l'obligeant à marcher sans pattes, puis il condamne la femme à souffrir, dans la grossesse et dans l'enfantement, et en fait l'esclave sentimentale du mari, qu'il décide dominateur : "*Ta convoitise te poussera vers ton mari et lui dominera sur toi*". Enfin, il promet à l'homme la peine par le travail : "*Maudit soit le sol à cause de toi ! A force de peines tu en tireras subsistance tous les jours de ta vie*".

C'est donc une société qui justifie les changements récents dans la société juive qui est dépeinte, même si c'est sans le dire. Le travail est soudain devenu dur ! Cette dureté du travail permet d'entretenir la classe des privilégiés qui ne travaillent pas. Et il est bien fait allusion à un temps où cette dureté du travail n'était pas nécessaire, avant donc qu'Eve ne goûte au fruit de l'arbre interdit, en clair avant que l'homme ne tente de comprendre le monde. "*Et qui t'as appris que tu étais nu ?*" demande Dieu mécontent à Adam. "*Tu as donc mangé de l'arbre dont je t'avais défendu de manger !*" Juger si l'on est nu ou pas, juger du bien et du mal, comprendre les choses et le monde est donc réservé à Dieu, et par là-même à son représentant royal sur terre. L'individu normal que sont Adam ou Eve doivent seulement attendre les jugements de Dieu ou du Roi. La désobéissance à Dieu, à la seule autorité qu'ils connaissent, est la cause des problèmes. C'est donc l'obéissance absolue qui est à la base du Judaïsme d'Etat.

Ce passage de la Genèse ne va pas plus loin. Les idées concernant le péché originel, ou le fait que ce péché soit transmis par le sexe féminin, arriveront bien plus tard, dans la religion chrétienne, et bien après Jésus lui-même. Pour l'instant, sur le plan des relations hommes-femmes, la seule différenciation est faite sur le plan des sentiments. La femme amoureuse est esclave de ses sentiments, l'homme n'a pas ce problème. Mais l'infériorité de la femme et la domination de l'homme sur elle sont désormais rendues obligatoires et sacrées, et on les retrouvera dans toutes les religions d'Etat. Le Judaïsme d'Etat écarte les femmes de l'étude des textes sacrés, la Torah, et dans les premiers temps, elles n'ont pas le droit de prier dans la synagogue. Dans leurs prières au lever du jour, les hommes louent Dieu de ne les avoir faits ni Gentils, c'est-à-dire polythéistes, ni esclaves, ni femmes. Les premières directives des rabbins ne semblent pas comporter de mépris envers les femmes. Si les rapports sexuels sont interdits lors des règles, c'est pour que l'époux ne considère pas son épouse comme un bien acquis. Les relations sexuelles sont plutôt considérées comme un bienfait, comme ceux procurés par le vin, et Dieu a créé ces plaisirs au bénéfice des êtres humains. Ces manières de voir sont un héritage des temps précédents. Mais la mainmise de la religion entre des mains exclusivement masculines modifie le contenu des préceptes. La période des règles devient un motif de saleté, d'impureté des femmes.

Selon la religion juive actuelle, le calendrier juif marque l'an 5760 au moment où le calendrier chrétien est en l'an 2000. Mais si le peuple juif a bien été le premier à faire sien le monothéisme, il ne l'a accepté qu'à partir du moment où il y a été contraint par un Etat, vers l'an 1000 avant JC. La science et l'analyse ont permis de comprendre aujourd'hui qui étaient les véritables premiers hommes, où ils sont apparus, comment ils ont été créés par une évolution qui a duré des centaines de milliers d'années, et non pas quelques jours, et qui est partie d'Afrique de l'est. Mais sur des continents entiers, des centaines de millions de pauvres n'ont jamais accès à une source de culture qui leur apporte ces enseignements du travail et de la recherche humaine. Ils n'ont affaire qu'à des prêtres qui leur répètent l'histoire d'Adam et Eve.

Ne pouvant plus croire qu'en ce Dieu, le peuple juif va désormais chercher dans le cadre de la foi les moyens de contester son sort. A l'obéissance qu'enseigne si bien la religion, il saura vite montrer qu'il sait ajouter la rébellion et la lutte pour la justice. Le système des corvées, qui sont des travaux obligatoires, devient vite dur pour le peuple, qui s'en plaint. Les impôts deviennent lourds. L'ancien système démocratique de la tribu nomade se meurt. Les biens n'appartiennent plus à la communauté toute entière, qui se les partage, mais sont maintenant des objets privés. L'inégalité est entrée dans la société et on voit se côtoyer riches et pauvres. De plus, l'Etat, a aussi sa propre histoire : luttes pour le pouvoir, luttes entre Etats. Une première coupure politique a lieu après la mort de Salomon : deux des douze tribus se séparent. Pour près de quatre siècles, Israël est scindé en deux royaumes. Le plus vaste, Israël, connaît de nombreux coups d'Etat militaires. Le plus faible, Juda, conserve le contrôle du Temple. Un certain nombre de prophètes revendiquent que cessent les injustices sociales, refusent de se soumettre à l'autorité royale et au clergé de Jérusalem. Certains de leurs messages sont repris dans la Bible : Isaïe, sous Ezechias, Jérémie sous Sédécias. Vers 752, Amos, un prophète berger, dit que Dieu est choqué de voir les inégalités sociales, et qu'il ne peut pas fermer les yeux sur la cruauté et l'oppression dont les pauvres sont victimes. La loi va alors condamner le prêt avec intérêt, mais seulement entre Juifs. L'esclavage d'un compatriote doit être limité à sept ans, alors qu'il peut être illimité avec un étranger.

Soudain, cette période de l'Etat hébreu antique s'arrête net. En 721 avant JC, déjà, Sargon II, roi d'Assyrie, détruit Israël. En 586 avant JC, Nabuchodonosor, roi de Babylone rase Jérusalem et détruit le Temple. Nobles, bourgeois et artisans sont déportés : les grands sont emprisonnés et nourris par Babylone. Les petits sont mis au travail de la terre. Le reste du peuple hébreu se disperse, constituant tout autour de la Méditerranée ce qu'on appelle une diaspora. Jusque très récemment, jusqu'en 1947 après JC, il n'y aura plus d'Etat hébreu. Dispersés, sans Etat, une partie des Juifs vont oublier la nouvelle religion, et revenir aux anciens dieux de Babylone. Une partie du peuple va conserver et faire évoluer la religion du Dieu unique.

3 - La Judée sans Etat et la révolution

Une partie des Juifs envoyés en Mésopotamie est autorisée à revenir à Canaan par Cyrus. La terre où ils s'installent a pour nom la Judée. Le peuple hébreu n'a plus d'Etat, mais il reste divisé entre riches propriétaires et pauvres qui ne possèdent rien. Cette communauté est déchirée entre propriétaires terriens et travailleurs journaliers, entre créanciers et débiteurs asservis et incapables de payer tant ils sont pauvres. Les Perses qui exercent leur tutelle ne veulent pas d'un appareil d'Etat militaire juif. La loi religieuse fait donc office de gouvernement. Les nobles de Judée, réunis en conseil restreint, forment un Sénat permanent. L'Etat est réduit au seul appareil religieux, et le chef en est le grand prêtre.

Un second Temple est autorisé à être construit à Jérusalem, en 515 avant JC. A cette époque, se développe dans la population un espoir en un messie. On pense qu'un descendant du roi David arrivera, qu'il ramènera les exilés, rétablira le culte du Temple, et qu'en même temps, le monde entrera dans une ère de félicité. L'idée d'un messie n'est pas écrite dans les textes religieux d'avant cette époque. Elle donnera naissance à de nombreux faux espoirs en divers personnages, souvent au cours de périodes troublées, David Aroy au 12ème siècle à Bagdad, à la même époque au Yémen, en 1295 à Avila en Espagne, et la grande explosion

messianique de Sabbataï Zevi en Europe de l'Est au 17^{ème} siècle. D'une certaine manière, on peut considérer que la réussite de Jésus sera portée par cet espoir aussi. Si Jésus lui-même n'utilise jamais ce mot, d'autres, après lui, l'utilisent, et Pierre lui donne le titre de Christos, Christ, messie.

Dans la Diaspora, les Juifs, ou du moins une partie d'entre eux, gardent une identité. Le centre de gravité en est la religion. Ils vivent en minorités réparties en petites communautés au milieu de peuples polythéistes. Le Dieu unique des Juifs aurait tout à fait pu se répandre, et gagner les peuples de ces différentes régions. Son unicité le permettait. Mais les Juifs eux-mêmes ne voient pas les choses ainsi. Ils se considèrent, comme le leur a transmis Moïse, comme le peuple élu de Dieu. Leur religion, leur dieu, méprise les autres peuples. Ils peuvent en changer et le rejoindre. Il n'en demeure pas moins que les peuples ne se mélangent pas dans cette vision. Cette coupure va maintenir le Judaïsme comme religion strictement nationale, religion d'une seule nation.

Abraham, Moïse et plus sûrement ceux qui ont rédigé les textes constitutifs de la Bible, étaient évidemment influencés par la réalité du monde de l'époque. On était loin d'imaginer un brassage des peuples, qui vivaient dans l'ignorance les uns des autres, chacun fermé dans ses particularités. Ces moeurs étaient elles-mêmes un reflet du peu de développement économique, de l'absence d'échanges et de trafic marchand important. L'époque n'est pas encore au dieu universel. Il faudra pour cela la construction de l'Empire romain, capable d'embrasser de nombreux peuples, de les unifier au moins sous un certain nombre d'aspects. Ce sera fait des siècles plus tard, dans les années 50 avant JC. Mais alors, la religion juive aura vécu trop longtemps sa propre histoire. Et c'est une secte issue du Judaïsme qui donnera naissance à une nouvelle religion qui saura être plus proche de son temps, le Christianisme.

Pour l'heure, les Juifs de Judée subissent des persécutions, les premières persécutions religieuses de l'histoire, à la fin du 3^{ème} siècle. Elles sont le fait des Grecs, qui implantent des cités Etats à Tyr, Gaza, etc. Les persécutions religieuses commencent donc du fait de l'Etat. Le Temple, reconstruit par les Juifs, est dédié par les Grecs à Zeus Olympien, et la pratique du Judaïsme devient passible de mort. Une révolte éclate en 168 avant JC, dans le village de Modin où les habitants massacrent le détachement royal chargé d'imposer l'hellénisation. Les chefs de cette résistance seront appelés les Macchabées. La guerre dure 20 ans. Les Juifs demandent une aide à Rome, ennemi des Grecs, qu'elle obtient. Jérusalem est libérée, le Temple purifié, rendu au Dieu d'Israël. Les Juifs commémorent cet événement lors de la fête annuelle de Hanukkah. On note à la fin de cette période un événement unique dans l'histoire juive : la Judée est dirigée par une femme durant quelques années, entre 76 et 67 avant JC : Salomé-Alexandra, veuve d'Alexandre Jannée.

C'est maintenant l'heure de l'Empire romain. Les dirigeants de la communauté juive vont négocier avec Rome, avant l'arrivée de Pompée en Palestine, en 63 avant JC. Ils obtiennent le droit de pratiquer leur religion, en ajoutant une prière pour l'empereur. La Judée garde son grand prêtre, voire parfois un roi, mais ce sont des pantins aux mains de Rome. Dans la population juive, de véritables partis religieux correspondent aux intérêts des différentes couches de la société. Les Saduccéens sont dirigés par les grands prêtres, liés aux familles influentes, et sont associés par Rome depuis les années 130 avant JC aux postes de responsabilité gouvernementale. Ils sont évidemment conservateurs, et sur le plan religieux,

ne partagent pas l'attente messianique du peuple, l'espoir d'un Messie apportant le bonheur sur Terre. En fait, ils méprisent le peuple, et le peuple le leur rend bien. L'historien Flavius Josèphe écrit d'eux : "*Les Sadducéens ne persuadent que les riches, le peuple ne leur est pas favorable*". A l'opposé, un véritable parti révolutionnaire existe, qui propose de s'en prendre directement et militairement à l'Empire romain. Ce sont les Zélotes, des Juifs issus de la population pauvre ou des exclus. On trouve aussi les Esseniens. Eux ont une sorte de fonctionnement communiste, où ils partagent tous les biens de leurs travaux agricoles. Le philosophe juif Philon dit d'eux qu'ils "*n'ont pas de propriétés, pas de maisons, d'esclaves, de terres ou de troupeaux*". Mais ils ont choisi de s'enfermer dans un monde à part, coupé de la société réelle, pour se consacrer à leur religion. Le parti majoritaire en temps ordinaire, ce sont les Pharisiens, qu'on peut qualifier de modérés, et qui reflètent les aspirations des couches intermédiaires, artisans, petits commerçants.

A l'occasion d'un recensement ordonné par les autorités de l'Empire, le chef Zélote Juda le Galiléen donne le signal de la rébellion populaire. Il réussit à déclencher un vaste mouvement insurrectionnel. Le grand prêtre Joazar, défendant les intérêts des Juifs les plus aisés, prêche la soumission. Les Zélotes s'emparent d'un arsenal romain, Sephoris, et proclament une république juive. Juda le Galiléen est exécuté, sans doute en l'an 6 après JC, en pleine répression. Le parti zélote, ses idées, et son organisation lui survivent. Cachés dans le désert, les Zélotes lancent des opérations de guérilla contre les Romains. Deux des fils de Juda seront crucifiés entre 46 et 48 après JC. En 66 après JC, l'agitation zélote se transforme en insurrection populaire contre Rome. Les Zélotes s'emparent de la forteresse et de l'armement de Massada en 66, et prennent ensuite Jérusalem. Le prince pro-romain Agrippa doit s'enfuir. Le grand prêtre Ananias, collaborateur avec les Romains, est tué. Les troupes romaines, constituées par la 12ème légion commandée par Cestius Gallus, sont chassées du pays. On frappe des monnaies avec pour devise "An 1 de la Liberté". Mais ce sont les Pharisiens qui réussissent à prendre le pouvoir.

Rome va envoyer deux de ses légions, la 5ème et la 10ème, pour reconquérir le pays. Jérusalem est assiégé en mars 70 après JC. Le soulèvement est général parmi la population juive. Le Temple est incendié le 28 août, et Jérusalem rasée. Mais une place forte juive va résister jusqu'en avril 73. C'est Massada. Cet épisode est rendu compte de nos jours par l'histoire officielle en Israël et ailleurs, comme s'il s'agissait là d'une "insurrection nationale", comme si tous les Juifs avaient été soudés par leur religion. La réalité était autre. Les aristocrates juifs étaient absolument opposés à l'idée d'un affrontement avec l'Empire, et donc contre toute révolte. Les classes riches juives firent tout pour arrêter l'incendie. Et il fallut massacrer certains d'entre eux. Il fallut aux Zélotes commencer d'abord par entraîner la rébellion contre ces couches dirigeantes juives, avant de pouvoir ensuite s'en prendre aux exactions insupportables des procureurs romains.

Par contre, la révolte de Bar Kokhba prend apparemment un caractère national. En 132 après JC, encore une fois, les garnisons romaines sont chassées. Ce chef se fait reconnaître comme un messie par le grand prêtre Rabbi Akiba. Et il s'empresse de recréer un appareil d'Etat, préfets, armée, impôts. Rome rétablit l'ordre en 135. Le centre religieux juif reste dans cette région jusqu'en 425, sous la direction de patriarches, en principe descendants de David. Le savoir traditionnel, la jurisprudence, jusque là transmis pratiquement ou oralement, sont mis par écrit vers 200 après JC. Ils constituent le Mishnah, et sont augmentés de commentaires, la Tossephtha tannaïm.

4 - Le Judaïsme de la Diaspora au Moyen-âge

Lorsqu'apparaît la toute jeune religion chrétienne, au premier siècle après JC, une partie des masses juives pauvres, qui ont leurs conditions encore aggravées avec le délabrement de l'Empire romain, s'y rallient. Les premières églises se forment autour des synagogues. Par contre, les commerçants ne supportent pas le communisme primitif que contient la religion chrétienne encore neuve. Ceux-là se cramponnent à la vieille religion pour des raisons d'intérêt. Le Christianisme est longtemps une religion minoritaire, persécutée par l'Empire romain. Des Juifs accusent les premiers chrétiens de tenir des réunions secrètes s'accompagnant d'orgies, où le point final est un meurtre d'enfant.

Finalement, en 313, l'empereur romain fait le calcul politique de se convertir au christianisme. L'Empire instaure alors contre les Juifs une loi qui les traite comme les hérétiques. Ils ne peuvent ni faire de testament, ni hériter, ni tenter de procès. Maintenant, des chrétiens reprennent l'accusation de réunion clandestine et d'infanticide contre les Juifs. Lorsque l'Empire romain s'effondre en 476 après JC. Le rôle commerçant des Juifs d'Occident voit son importance augmenter. Les Juifs se retrouvent seuls intermédiaires commerciaux entre l'Orient et l'Occident. Une de leurs spécialités est le commerce d'esclaves, qu'on exporte en direction de l'Espagne notamment.

Dans les années 50 avant JC, il doit y avoir 3 millions de Juifs dans la Diaspora, dont 120 000 à Alexandrie, 50 000 à Rome, pour un million en Palestine. A chaque répression, une partie des Juifs a quitté la Judée et la Palestine. Une partie d'entre eux sont des esclaves faits par Rome, et que les Juifs de la Diaspora rachètent, pour les libérer, en se conformant à une prescription religieuse, le rachat des captifs. D'autres veulent essayer d'échapper à la misère. La majorité de la Diaspora, à peu près un million, se trouve en Mésopotamie. *"Ils sont cultivateurs ou éleveurs, propriétaires ou tenanciers rivaux aux travaux des champs ou à l'entretien des canaux d'irrigation, écrasés d'impôts. Les artisans -boulangers, brasseurs, teinturiers, tisserands, tailleurs, tanneurs, pêcheurs, forgerons- sont plus à l'aise (...) Ils croisent des Juifs plus humbles : matelots, portefaix, colporteurs besogneux. Des marchands riches exportent grains, vins, laines ou importent fer, soie, pierres précieuses".* (G. Nahon). Là, les Parthes, puis les Perses, enfin les califes arabes, reconnaissent le chef juif des exilés, ou exilarque. Ils lui permettent de disposer d'une suite armée, d'une police, de finances alimentées par sa propre fiscalité, et il a son propre système de justice et de religion. Des liens réguliers existent entre les Juifs de Babylone et ceux des autres régions. Des commandes de livres de prières pour l'Espagne sont ainsi livrées depuis Babylone. Aux dix Commandements, sont ajoutés 613 préceptes. Sous l'influence des mythes de Mésopotamie, ces Juifs vont se poser une question qu'ils n'avaient jamais envisagée : celle de la création du monde. Du coup, ils aménagent la religion : le jour du shabbat, auparavant considéré comme un jour de congé devant rappeler l'exode, devient une imitation du repos de Dieu après la création du monde.

Le même travail de mise par écrit de la Tradition juive qu'en Judée est achevé vers 500 après JC. Ce Talmud de Babylone finira par être de fait celui admis et utilisé dans la Diaspora. Le Talmud répond entre autres au problème désormais essentiel de l'attitude des Juifs dans les Etats où ils sont accueillis ou tolérés. C'est le principe du Dina de Malchouta Dina : la Loi du pays est la Loi. Le Talmud ne considère pas seulement cette attitude comme

une contrainte à laquelle il faut se résigner en attendant un sort meilleur. Non, il juge les hommes incapables de se gérer sans Etat. Le sens du texte est que l'Etat, s'il est un mal, est un mal nécessaire sans lequel les hommes vivraient en anarchie. Dans le Principe des Pères, on lit : "*Sans la crainte du souverain, les hommes se mangeraient vivants*". La religion étatique est devenue, même l'Etat détruit, incapable de faire marche arrière et de concevoir la société sans Etat. En ce sens, la religion a un caractère réactionnaire. Ce n'est pas un messie qui libérera les hommes, car c'est de l'Etat et du fonctionnement étatique qu'ils sont prisonniers. La lutte contre l'Etat nécessite un apprentissage, et une préparation, une vie démocratique riche et intense du peuple le plus exploité.

En dehors de la Mésopotamie, on trouve des Juifs en Afrique du nord, en Europe, en Russie. Une communauté juive va réussir à gagner à la religion de Moïse le roi puis le peuple Khazar, au nord du Caucase. Ce royaume juif se couvre de synagogues pendant six siècles au cours du Moyen-âge, mais c'est une exception. En règle générale, les Juifs ne convertissent guère les peuples des pays où ils émigrent. En Afrique du nord, les premières communautés datent de l'époque romaine. Dispersés à de nombreuses reprises sur des régions de plus en plus vastes du monde, la carte de la présence des Juifs ne cessera de se modifier. Hors d'un territoire national, et ne disposant d'aucun Etat depuis l'Antiquité, le fait que les Juifs continuent d'exister 2500 ans après semble une énigme pour les historiens. Evidemment, on a cherché des explications à cette survivance dans le contenu de la religion. En fait, une partie des Juifs ne vivent pas en communauté, non seulement assimilent la langue locale, mais l'ensemble des habitudes, et abandonnent finalement leur religion aussi. Ils disparaissent en tant que Juifs. Un élément est tout à fait particulier au peuple juif : son petit nombre. Bien des gens seraient très étonnés d'apprendre que, de nos jours, les Juifs représentent à peine 0,2% de la population mondiale. Dans le passé aussi, le nombre de Juifs devait être extrêmement minoritaire. Même le mot minorité convient mal, car d'habitude il concerne tout de même des ordres de grandeur supérieurs, 5, 10 ou 20%.

Parmi les Juifs qui émigrent donc, les plus riches s'établissent comme marchands, et leur situation est plutôt bonne. Si ce n'est que les commerçants sont mal vus des classes qui vivent de la propriété. Les propriétaires de terres ne peuvent se passer des négociants pour revendre leurs produits, et ils les jalouent et les méprisent. Quant aux plus pauvres, ils vont du débardeur au colporteur, jusqu'à l'artisan. Evidemment, les communautés sont dominées par les riches commerçants. La majorité des Juifs sont des petites gens, surtout installés dans les grandes villes. Selon chaque région où ils se trouvent, ils créent un dialecte judéo-arabe, un autre judéo-persan, judéo-provençal, judéo-espagnol, et un dialecte judéo-allemand qui donnera naissance au yiddish.

En Europe occidentale, des communautés sont dispersées en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, au Portugal. La communauté lève sur ses membres l'impôt, qu'elle reverse au roi ou au seigneur. Elle construit ses écoles, où elle entretient l'étude en hébreu, gère des caisses de secours, la synagogue et le cimetière juif. Le pouvoir est confié à des notables élus par des assemblées locales. Les rabbins, docteurs de la loi juive, deviennent des fonctionnaires payés par la communauté, avec pour fonction la direction spirituelle et l'enseignement. En établissant des contacts entre communautés, ils s'efforcent d'établir des règles communes, par delà les frontières. Aux yeux du souverain local, les Juifs sont une entité nationale étrangère : la nation juive.

Au 7ème siècle après JC, on voit l'apparition d'une nouvelle religion, le troisième monothéisme, l'islamisme. Les rapports entre le Judaïsme et l'islamisme sont variables. Le cas de l'Espagne montre que le problème n'est pas ou pas seulement religieux. Persécutés par les Wisigoths qui adoptent le Christianisme, les Juifs d'Espagne retrouvent leur liberté avec la conquête islamique en 711. Les Juifs sont peu nombreux, et jouissent, sous la conquête arabe, d'un statut assez favorable. Sous l'influence de courants apparus dans l'Islam, des sectes juives apparaissent et contestent l'autorité des rabbins. L'une d'elles rejette la loi orale, et devient un mouvement concurrent de la religion des rabbins. Les karaïtes prennent de l'importance du 8ème au 12ème siècle. Mais ils ne représentent pas un danger social. Au 12ème siècle, apparaît un courant intellectuel. Un élément brillant, Moïse Maimonide (1135-1204), cherche à concilier la religion juive avec la philosophie. Une autre tendance plus mystique va chercher un sens aux chiffres, lettres et symboles des saintes écritures : c'est la kabbale. Louria en donnera une version plus proche du plan affectif. Puis la place des Juifs dans l'Islam change au 12ème siècle. La dynastie musulmane des Almohades proscrit le Judaïsme en 1136. C'est finalement la chrétienté qui expulse les Juifs d'Espagne en 1492, qui émigrent essentiellement vers le Maghreb et le Moyen-Orient.

5 - Les persécutions par l'Eglise au tournant du 11ème siècle

C'est des sommets de l'Eglise chrétienne devenue non seulement religion d'Etat de l'Europe, mais seule puissance capable de jouer un rôle dirigeant à l'échelle européenne, que les attaques contre les Juifs vont être lancées et relancées, puis reprises par les princes d'Europe. A la fin du 4ème siècle, le prêtre Jean Chrysostome réécrit l'histoire, et accuse les Juifs au lieu des Romains, d'avoir tué Jésus. Il met au point une série d'arguments antisémites, et déclare que les Juifs sont "*déicides, haisseurs de Dieu, vrais démons, des bandits perfides, des destructeurs, des débauchés, semblables à des porcs*". Les Juifs inaugurent alors un rôle de bouc émissaire, ils sont considérés comme responsables du mal, des maladies, des malheurs de la société. On enverra ensuite les populations se venger sur eux, de manière à éviter qu'elles ne s'en prennent aux véritables responsables de leur sort.

A partir du 11ème siècle, le sort des Juifs de la Diaspora d'Europe occidentale change brutalement. L'Europe connaît depuis l'an mille un développement économique important, après des siècles de stagnation. Une première industrie se forme, pour l'instant organisée sur la base de corporations très fermées. On se met à produire pour échanger et faire de l'argent, ce qui est nouveau. Jusque-là on ne produisait que localement, et le strict nécessaire. Dans chaque pays, se forme une bourgeoisie de marchands, qui s'investit dans la vente des nouveaux produits. Cette nouvelle classe riche va changer du tout au tout la situation des Juifs. L'hostilité envers eux grandit d'un cran, car ce sont maintenant des concurrents directs qui en sont la source. A nouveau, le marchand juif va être mis devant une alternative, soit s'assimiler, et être à peu près accepté par son milieu social, soit être mis à l'écart et bientôt ouvertement persécuté. Au début du 11ème siècle, apparaît une tradition dans certaines villes du sud-ouest de la France, qui veut que l'on donne une gifle à un Juif sur le parvis de l'église le dimanche de Pâques. Ce geste se transformera bientôt en taxe exigée à la communauté juive.

C'est bientôt le temps des Croisades, décidées par l'Eglise chrétienne pour utiliser l'énergie guerrière des nobles, et reprendre Jérusalem aux Arabes. On réactualise la

présentation des Juifs comme les meurtriers du Christ. Lors de la première croisade, en 1096, à Rouen, des croisés *"se mettant à rassembler les Juifs, les entassent en quelque église par violence ou par ruse -je ne saurais préciser-, et les voilà qui, les faisant sortir de là, portent l'épée sur tous indistinctement, n'épargnant ni sexe ni âge ; toutefois, ceux qui consentent à se soumettre à la condition chrétienne échappent à la menace des glaives"* (Guibert de Nogent). C'est à l'époque de cette croisade que l'habitude est prise de mettre un trait d'égalité entre Juif et usurier. L'usure, c'est le prêt d'argent avec intérêt. En 1139, le second concile de Latran prend une mesure qui vise les commerçants juifs. Il interdit d'enterrer les usuriers dans les cimetières chrétiens. Et il répudie l'usure comme pratique non chrétienne. Pourtant, il y a des chrétiens qui pratiquent l'usure. Le pape Alexandre III par exemple est un grand client d'usuriers chrétiens anglais et flamands. Et tous les Juifs ne sont pas non plus usuriers. Mais ceux qui sont commerçants font bien souvent de l'usure, car c'est un moyen qui se développe pour faire avancer le commerce.

Dans la presque totalité de l'Europe chrétienne, les Juifs changent de statut, deviennent de véritables serfs personnels du roi. Ils sont sa propriété, et c'est lui qui est à même de décider de leur sort. Ils entrent ainsi dans une situation très ambiguë. Vis-à-vis des autres forces sociales, ils sont les protégés du roi. Mais en même temps, ils lui sont soumis de manière directe. Cette dépendance les rend vulnérable, et d'autant plus obéissants. Ainsi le roi, en Espagne, en Angleterre, en Allemagne ou en France, peut tirer des profits directs de l'activité des Juifs. S'il juge que cela ne suffit pas, il peut tout simplement leur faire payer sa protection. Il peut décider de s'emparer de leurs biens, puis leur faire payer leur récupération. Ou encore les exclure du royaume, et leur faire payer leur retour toujours plus cher.

Tout se passe comme si les dirigeants du monde chrétien, évêques et rois, voulaient que les Juifs ne soient qu'usuriers. Ils leur interdisent tous les autres moyens d'avoir une chance de faire fortune. Voici ce que l'écrivain Abélard fait dire à un Juif dans son Dialogue, vers 1125 : *"Subissant de telles contraintes et pareille possession, comme si l'univers s'était conjuré contre nous seuls, lorsqu'on nous fait la grâce de nous laisser vivre, cette même vie est misérable : nous ne pouvons posséder ni champs ni vignes ni aucune terre quelle qu'elle soit, car rien ne nous les peut garantir contre les attaques sournoises ou patentes. Aussi bien notre seule ressource est-elle le lucre (note : c'est-à-dire un profit interdit par la loi) : ce n'est qu'en pratiquant l'usure à l'égard des étrangers que nous entretenons notre vie misérable. Mais par là même nous provoquons les pires haines de la part de ceux qui se prétendent gravement lésés"*. En 1182, Philippe Auguste expulse les Juifs de son domaine, puis les réintègre à la condition que leur seul moyen de subsistance soit le prêt.

Le problème, c'est que l'usure devient de plus en plus nécessaire, du fait du développement de l'économie et des échanges monétaires, alors que la quantité de monnaie disponible ne change guère. Mais ces transformations se produisent dans un monde qui n'est pas préparé et pas habitué au changement. Ce qui est toujours à l'honneur, c'est le don et l'échange de dons, une relation où ce que l'on donne est le symbole même d'un lien, d'une alliance. La nature même des objets échangés ne compte pas, comme lorsqu'on fait un cadeau par exemple. Or les terres deviennent un marché. Des villes, qui avaient chuté avec l'Empire romain, apparaissent ou réapparaissent et le prix des terrains y augmente. L'Eglise ne veut pas reconnaître cette évolution et se cramponne à la vieille morale. Toute la société du Moyen-âge est basée sur le fait que rien ne doit bouger. C'est une sorte de société de castes où chacun doit rester à sa place. Le bourgeois ne doit pas accéder à la noblesse. Le noble ne doit pas se

mettre à faire du commerce, et ainsi de suite. Voilà pourquoi l'Eglise proscrit le crédit.

Seulement la morale conservatrice n'empêche pas le problème de prendre de l'importance. Pour échanger les objets, les marchandises et les terres, il faut de l'argent, et pour intéresser celui qui en possède à avancer cet argent, il faut bien mettre un intérêt au bout. Rois et seigneurs s'entourent d'agents financiers, souvent des Juifs. Ce rôle est impopulaire, et permet de détourner vers des exploiters de seconde main la colère qui sinon irait de front contre les exploiters directs des paysans. Le sort des Juifs s'aggrave tout au long du 12ème siècle, au fur et à mesure que l'économie se développe, dans toute l'Europe occidentale. Il reste par contre inchangé dans l'Europe orientale, où l'économie ne connaît pas les mêmes changements.

Rapidement, la pratique du crédit se diversifie, et elle est récupérée par la haute puissance chrétienne. Le prêt sur gages fonciers est accaparé par les monastères chrétiens, gros propriétaires de terres. Et le crédit commercial devient le monopole des marchands italiens. En Europe de l'ouest, la pression de plus en plus forte sur les Juifs permet aux rois, aux nobles et aux nouveaux bourgeois de récupérer progressivement leurs richesses, et de se donner désormais pour objectif leur disparition pure et simple. Un concile de la chrétienté, réuni à Latran en 1215, interdit aux Juifs les fonctions publiques. Il décide qu'ils iront vivre dans des ghettos, des quartiers fermés qui leur sont réservés, et les oblige à coudre sur leur vêtement un signe distinctif pour les marquer publiquement comme appartenant à une condition inférieure. En France, Saint Louis impose de porter une rouelle, sorte de petite roue, aux 100 000 Juifs du pays, et fait brûler à Paris 24 chariots de manuscrits hébreux. En Allemagne, les Juifs devront porter un chapeau pointu.

Les Etats vont décider l'expulsion définitive des Juifs progressivement dans toute l'Europe de l'ouest. L'assaut final se fait avec une violence terrible. *"A Paris, Londres, Pavie, Nuremberg, Augsbourg, on les accuse de colporter des maladies, d'empoisonner les puits, de boire le sang des enfants et -pis encore- de chercher à convertir les chrétiens pour s'approprier leurs âmes. Partout on les enferme, on les chasse, on les brûle"*. (Jacques Attali). En Espagne, les rois inventent la notion de "pureté du sang", comme si l'on était adepte d'une religion par le sang. On décide ainsi que les Juifs qui se convertissent à la religion chrétienne ne seront jamais de vrais chrétiens, mais des marranos, des porcs. En 15 ans, on intente aux Juifs 100 000 procès, et on en envoie 2 000 au bûcher. Derrière cette obstination, il n'y a plus qu'une idée désormais : se débarrasser complètement des Juifs d'Europe. C'est l'église catholique romaine qui a inventé cette première forme de "solution". Les Juifs sont définitivement expulsés d'Angleterre en 1290 (ils étaient 3 000), de France en 1394 (100 000). Les derniers Juifs d'Europe occidentale (où ils ont peut-être été jusqu'à un million) sont expulsés d'Espagne en 1492. Il ne reste que quelques rares Juifs en Alsace, dans le midi de la France ou en Hollande.

C'est de cette période d'expulsion de l'Europe que date la distinction entre Juifs Séfarades, originaires de l'ouest de l'Europe, d'Espagne, et les Juifs Ashkénazes, originaires de l'est de l'Europe, d'Allemagne. Les Juifs d'Allemagne et de France vont essentiellement en direction de la Pologne. Le Judaïsme y constitue alors un million d'hommes, le dixième de la population. Les élites juives sont régisseurs ou fermiers de domaines. Intermédiaires entre la noblesse et la paysannerie, ils lèvent les impôts. Le Juif, devenu intendant du noble est haï autant voire plus que le seigneur par les paysans. Mais la masse des Juifs *"est faite d'ouvriers"*

agricoles, d'artisans, de colporteurs, de grands marchands" (G. Nahon). Ils sont dirigés par un Conseil, le Wa'ad Arba Arasot, qui répartit l'impôt communautaire, décide des lois et juge en appel les procès. La réforme de l'Eglise chrétienne prônée par Luther en 1517 est d'abord bien vue par les Juifs, car Luther reproche à l'Eglise ses persécutions. Mais cela change vite. Luther voudrait que les Juifs se convertissent à sa religion. Et il se met à conseiller aux princes de les expulser. Sa position est finalement la même que celle de Rome : les Juifs sont rejetés par Dieu, parce qu'ils refusent de voir en Jésus le Messie.

Quoiqu'avec retard sur l'Europe de l'ouest, l'évolution économique finit par créer en Pologne les mêmes contradictions sociales, et finalement les mêmes rejets. Une bourgeoisie commence à se développer, rabaisant la place des nobles. Le sort des Juifs s'effondre alors. Au début du 19^{ème} siècle, cette situation engendre de très grosses explosions. Une partie des Juifs cherche à se reconverter en devenant ouvrier artisan : tailleur, fourreur. Mais rapidement, l'évolution économique du capitalisme va à nouveau les chasser. La machine apparaît, éliminant l'ouvrier artisan au profit des grandes usines. Une partie des Juifs se prolétarise donc. Une autre doit émigrer massivement vers l'Europe occidentale ou vers l'Amérique.

En Europe occidentale, il faudra attendre le 18^{ème} siècle, les bouleversements apportés par le Siècle des lumières, et les idées qui préparent la grande révolution française, pour voir le sort des Juifs modifié. L'idée proclamée par la bourgeoisie montante est l'égalité. Les Juifs sont progressivement intégrés à cette conception. Mais cette égalité bourgeoise ne considère ni les femmes, ni les esclaves des colonies comme dignes d'être intégrés. Discriminations et ghettos sont abolis, après 6 siècles d'enfermement. Les Etats-Unis, les premiers, octroient l'égalité civile aux Juifs. La tolérance religieuse fait partie de leur Déclaration d'indépendance (1776) et sera intégrée dans la Constitution (1787) après leur émancipation de la puissance anglaise. Puis c'est la Révolution française en 1791, qui émancipe les Juifs. Devenant citoyens, ils ne sont donc plus considérés comme appartenant à une nation juive. En 1806, Napoléon 1er convoque une Assemblée des notables juifs, pour préparer une organisation du Judaïsme sous leur contrôle. Il fait établir, par le décret du 17 mars 1806, un consistoire, une autorité juive, à qui il donne le droit de récolter des impôts pour financer le culte. Les rabbins ne sont pas choisis démocratiquement par tous les Juifs. Ils sont élus par les notables.

La communauté qui restait soudée tant qu'elle sentait la crainte d'une agression, fait place à un certain individualisme. Les Juifs "portugais" de Bordeaux protestent auprès du Roi quand des Juifs venant d'Avignon viennent s'installer ; ils veulent garder inviolable le fief de leurs affaires. Il en est de même en Allemagne où les Juifs de Berlin s'opposent à l'arrivée des Juifs des provinces de l'Est. Les Juifs les plus riches vont s'intégrer, sans trop de problème, à la bourgeoisie de leur pays, et un certain nombre abandonne la religion. Les autres se disent maintenant citoyens "de confession israélite". Ils restent sous la tutelle des notables juifs.

Sous l'influence des philosophes des Lumières, un mouvement du même ordre a lieu dans le Judaïsme et touche la bourgeoisie juive : la Haskalah. Il consiste à ne vouloir conserver de la religion que ce qui est conforme à la raison. A la fin du 19^{ème} siècle, ce mouvement rejette les lois alimentaires, celles concernant le Shabbat, l'interdiction des mariages mixtes et des divorces. Un grand nombre de Juifs adeptes de cette réforme abandonnent le Judaïsme, et la société juive, surtout aux Etats-Unis. Ce mouvement, qui existe toujours, préconise aujourd'hui de reconnaître comme religieusement juif l'enfant d'une

mère non juive, ce qui est en opposition à toute la tradition. Pour le Judaïsme, est juif l'enfant d'une mère juive.

6 - Les Juifs hassidiques : du mouvement populiste aux ultra-orthodoxes

Dans les années 1650, la Pologne, en fait écartelée entre ses voisins, est en train de disparaître. Les Juifs passent sous domination des souverains de Prusse, d'Autriche, de Russie. En 1648 une révolte cosaque ukrainienne s'en prend aux Polonais et aux Juifs, faisant 100 000 victimes en deux ans. Lorsqu'en 1665, un homme se présente comme le Messie tant attendu, il est cette fois accueilli avec enthousiasme par les populations juives, dans toutes les communautés. Sabbataï Zevi a une attraction considérable en Pologne. Mais Zevi est enlevé par un chef musulman, et se convertit pour garder la vie sauve. La déception est immense. Après lui, c'est Jacob Frank qui se présente comme messie. Comme Zevi, il fait la cour aux puissants, ou considère qu'il donne des faveurs sexuelles à ses proches. Comme lui, il finit en se convertissant en 1759, mais au Catholicisme.

C'est dans ce contexte de situation morale aussi catastrophique que la situation matérielle, que va surgir le hassidisme. Israël ben Eliezer, surnommé Baal Shem Tov, "maître du bon nom", en abrégé Besht, orphelin né d'une famille pauvre, est réputé pour ses qualités de guérisseur, de faiseur de miracles. Il sait devenir un leader populaire. Il canalise le mécontentement des masses juives pauvres, qui en veulent à leurs dirigeants, incapables de les sauvegarder. Et il joue sur la différence de manière de vivre la religion entre les pauvres et les élites. Celles-ci ont mis en valeur la connaissance, l'étude, la réflexion intellectuelle. Besht valorise l'ignorant, l'am haarets. Il dit que la piété peut aussi bien remplacer l'érudition, que le sentiment peut très bien remplacer la raison, et que la ferveur du peuple peut remplacer la connaissance.

A la mort de Besht, Dov Baer reprend son flambeau, et va surtout entreprendre un travail d'organisation. D'entrée, il décide de rompre avec l'ancienne communauté et ses dirigeants, pour en construire une autre : il change le rite d'aiguisement du couteau qui doit abattre les bêtes, établit un réseau parallèle de production de viande cachet, conforme à la religion. Et il change les règles du déroulement du culte, la liturgie, pour obliger à la mise en place de nouveaux lieux de culte. Enfin, la taxe prélevée sur chaque animal abattu doit maintenant rester dans la communauté hassidique. Dov Baer sépare donc physiquement les Juifs hassidiques des autres. Le succès va être foudroyant. Le hassidisme va être le Judaïsme des pauvres, opposé aux classes moyennes plus éduquées. Dov Baer lance des émissaires en Pologne, en Ukraine et en Lituanie pour recruter activement des membres au nouveau mouvement. Dès 1772, le Judaïsme traditionnel excommunique le hassidisme, en Lituanie. Les Hassidim répondent en excommuniant les excommunicateurs, et en brûlant leurs textes. Des dizaines de leaders émergent, et fondent les bases d'autant de groupes hassidiques. Sauf un qui se forme sans leader, une quarantaine de groupes vont désormais vivre et se reproduire, jusqu'à nos jours, en se comportant comme les fidèles de leur chef d'origine. En fait, les groupes sont obligés de vivre leur vie séparément dans cette Pologne démembrée. Une sorte de culte de la personnalité se développe dans chacun. Le rabbi qui le dirige donne le nom des enfants nouveaux nés, dit son avis avant une décision de mariage, bénit avant un achat, une vente ou une affaire. C'est lui aussi qui tranche en cas de conflit. Bref, il est au courant et contrôle toute la vie de son groupe.

On trouve des groupes hassidiques de toutes sortes, mais ils ont tous cherché à calmer le peuple, par des solutions fausses ou illusives. Guer est ultra-conservateur : "*Tout ce qui est nouveau est interdit par la Torah*". A Viznitz, en Ukraine, on distribue des amulettes et des talismans et le rabbi se construit un palais et s'entoure d'une cour luxueuse pour faire rêver le pauvre peuple. Le groupe devient un lieu où sous prétexte de religion, on trouve un emploi et un salaire. La plupart des hassidim portent la barbe et les papillotes, touffes de cheveux sous les tempes, qui symbolisent le lien avec Dieu. Les femmes mariées doivent avoir le crâne rasé, une perruque, pas de décolleté, des vêtements descendant sous les genoux, des bas opaques, des manches couvrant les coudes. Certains ajoutent un chapeau sur la perruque.

L'influence de la philosophie des Lumières venues d'Europe de l'ouest au 18ème siècle est immédiatement prise comme un danger par les hassidiques. Belz, en Galicie, est un adversaire acharné des Lumières. C'est l'occasion d'un rapprochement entre les Hassidim et leurs opposants, les Mitznaggedim. La guerre qui les a opposés va se calmer. Des concessions se font dans les deux sens. Les anciens dirigeants de la communauté reprennent en partie le mouvement de balancier du corps, au moment de la prière, qu'ils méprisaient jusque là, prétendant mieux se concentrer intellectuellement. Au 19ème siècle, un nouveau changement est pris comme un second danger et finit de rapprocher les deux courants : le socialisme ouvrier. Très fort dans les pays de l'est de l'Europe, en Russie, il va connaître la constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire juif, le Bund, qui collaborera avec le parti bolchevik. Au milieu du 19ème siècle, les Hassidim sont majoritaires en Ukraine, Pologne centrale, Galicie, et puissants en Hongrie, et Biélorussie. De contestataires, ils sont devenus gestionnaires. En fait, ils ne se distinguent quasiment plus du Judaïsme officiel. C'était bel et bien un mouvement populiste, s'appuyant sur le peuple, mais sans vouloir vraiment changer sa place dans la société, contrairement à d'autres mouvements religieux.

Le mouvement hassidique aurait probablement donc pris la voie d'une dissolution pure et simple sans les atrocités de la Seconde Guerre mondiale, et la tentative nazie de faire disparaître les Juifs d'Europe. Le courant va renaître après cette guerre, sous la forme ultra-orthodoxe qu'on connaît aujourd'hui. Ce n'est pas en Europe qu'il réapparaît, mais d'une part aux Etats-Unis, d'autre part en Israël. A New York, Satmar choisit de s'installer volontairement dans un quartier pauvre et organise même des manifestations contre la venue d'un autre groupe hassidique. Il contrôle un réseau d'ambulances. Loubavitch, de son côté, joue la carte de la modernisation : publication de journaux, publicités très voyantes dans des camionnettes qui sont des centres mobiles de vie religieuse, utilisation de satellites. Loubavitch cultive les relations officielles avec le monde politique, le Président, les sénateurs, les membres du Congrès. Concentrés dans certaines circonscriptions, les Juifs américains ont un poids électoral relatif. En Israël, ces groupes vivent dans le quartier de Mea Shearim, à Jérusalem. Ils ont créé nombre d'organisations à vocation sociale qui sont autant de moyens d'enfermement, écoles séparées pour garçons et filles, colonies de vacances, aides aux démunis, etc.

Certains d'entre eux vivent chaque changement légitime dans l'évolution de la société comme une agression de l'ordre de l'holocauste. De ce point de vue, ce sont aussi des victimes. Mais leur monde mental est un enfermement inadmissible, notamment pour ce qui est du sort fait aux femmes. Loubavitch met en place des organisations de femmes, mais le pouvoir reste entre les mains des hommes. Les femmes ne sont conçues que comme des

reproductrices. Elles doivent faire des enfants juifs orthodoxes. Une femme qui n'en fait pas, au bout de dix ans, est rejetée. La femme doit veiller à une soi-disant pureté, et en prévenir en permanence l'homme. Elle doit, en période de règles, s'enfoncer un linge blanc jusqu'au fond du vagin, de manière à déceler la moindre goutte de sang. Les femmes sont chargées d'apporter au foyer les moyens de vivre, et c'est elles qui travaillent, pendant que les hommes passent leur temps à l'étude du Talmud. En fait, ils se réunissent entre hommes, et passent leur journée en prières, mais aussi en consultations mutuelles pour prendre les décisions, et assurer leur domination. La religion leur sert de justification perpétuelle à la multitude de règles qui leur permettent de maintenir les femmes dans un état inférieur, uniquement bonnes à enfanter.

7 - La création d'un parti révolutionnaire ouvrier juif, le Bund

Aux 17ème et au 18ème siècles, la condition de persécutés faite aux Juifs d'Europe de l'est, et celle de surexploités faite aux plus pauvres d'entre eux, a créé le courant hassidique, mouvement de repli sur soi, de recherche d'une sauvegarde dans le passé, la tradition. Le début du 20ème siècle va permettre de créer une attitude radicalement opposée. Cette fois, on se lance avec confiance et enthousiasme dans un pari énorme sur l'avenir, et on se bat aux côtés du POSDR, parti ouvrier social-démocrate de Lénine, pour changer le monde et en finir avec le capitalisme.

De gros problèmes politiques vont se poser. Doit-on considérer les Juifs comme une nation ? ce qui, selon le programme révolutionnaire des social-démocrates, leur donnerait droit à l'autodétermination. Les dirigeants du parti russe ne le croient pas. Mais le développement du parti juif, le Bund, sa combativité dans les événements de 1905, impressionnent les bolcheviks. Ils acceptent son existence séparée, sans vraiment l'admettre. Ils préféreraient qu'il se fonde dans l'ensemble du parti social-démocrate. Cette situation ambiguë va durer jusqu'à la révolution d'Octobre 1917. Ensuite, les bolcheviks appliquent leur vision, et c'est la rupture, puis la fin du Bund.

A la fin du 18ème siècle, le repartage de la Pologne avait placé un million de Juifs sous l'autorité du Tsar russe. Une loi oblige les Juifs à un service militaire de 25 ans à partir de l'âge de 12 ans. On leur interdit de sortir de la zone où ils se trouvent (1791) : ils sont alors 1,5 million concernés, soit 60 % de la population juive dans le monde. Enfin, on les oblige à vivre dans les villes (1882). A la fin du 19ème siècle, la Russie comme l'Europe connaît un boom démographique. La population juive dans la zone de résidence passe à 5 millions de personnes, sur un total de 126 millions d'habitants dans l'Empire tsariste. Le capitalisme et ses usines, son système financier, sont en train d'être implantés directement en Russie, en échange des emprunts russes faits à l'Europe de l'ouest.

En 1898, environ 2 000 fabriques sont propriété de Juifs. L'immense majorité des Juifs sont des prolétaires, ou des artisans, qui travaillent 14 heures, 16 heures, parfois 18 heures par jour, 6 jours sur 7. Ce sont les conditions ouvrières du capitalisme européen au 19ème siècle. Mais en Russie, on touche deux ou trois fois moins qu'un ouvrier français ou allemand. Les femmes touchent quatre fois moins que les hommes, 3 à 8 roubles par mois (1 rouble = 2,65F). Quelques professions servent d'aristocratie ouvrière, comme les broyeurs, mieux payés et ne travaillant que... 12 heures par jour. A cette condition ouvrière misérable, s'ajoute pour les Juifs la persécution des pogromes. Ainsi, lorsque le tsar Alexandre II est assassiné en

1881 par deux femmes du mouvement révolutionnaire narodnik, Vera Figner et Sophia Perovskaïa, l'appareil d'Etat se venge sur les Juifs, et les rend responsables. Avec sa complicité, les pogromes sont organisés pour piller et détruire les quartiers juifs, sans hésiter à faire des victimes. De 1881 à 1898, plus d'un million de Juifs vont alors émigrer vers le continent américain. Mais des militants juifs rejoignent le courant narodnik, dont l'idée est d'aller servir le peuple, entendant par là surtout les paysans, qui sont l'immense majorité, et vivent dans des conditions matérielles encore plus arriérées que celles de la classe ouvrière des villes. Une tendance de ce courant est passée à l'action terroriste contre les gouvernants.

Mais un nouveau courant, marxiste, se forge à partir d'idées venues d'Europe. Les marxistes pensent que le problème juif se règlera de lui-même en attaquant le tsarisme et ses bases. Selon Minczeles, existe parfois l'idée que les Juifs vivent en parasites, et quelques militants considèrent les pogromes comme pouvant avoir un côté progressiste. Les révolutionnaires marxistes seront réticents à reconnaître le problème juif, car ils craignent d'instaurer une division de plus dans leur mouvement et dans leur combat. Ils ne voient pas que le degré de domination que subissent les Juifs est tel qu'il faut se poser sérieusement la question d'un parti séparé. Ils voient seulement dans le problème juif le fruit d'un retard du développement capitaliste, et refusent d'y voir une force motrice particulière du mouvement révolutionnaire présent.

Or l'examen de l'histoire du Bund permet d'affirmer que sans une volonté particulière de donner aux Juifs eux-mêmes la direction de leur propre parti, et de reprendre en compte le problème juif, à la fois moralement et matériellement, il est peu probable que le mouvement ouvrier juif ait pu atteindre un tel degré de mobilisation et d'organisation, et apporter cette énergie, qui a contribué à l'écroulement du tsarisme. Ce problème est d'importance. Il se reposera pour un mouvement révolutionnaire à venir, sous un angle ou un autre. La majorité du prolétariat mondial est aujourd'hui concentrée dans le Tiers-monde, c'est-à-dire dans des pays dominés depuis des décennies par les pays riches. Cette situation durable a créé une incompréhension, voire un mépris de la part de la population même des pays riches vis-à-vis de celle des pays pauvres, et cette manière de voir de haut les populations pauvres et leurs capacités a imprégné les révolutionnaires eux-mêmes. Pour ne donner qu'un exemple, les révolutionnaires européens ou américains n'étudient guère le mouvement ouvrier des pays pauvres, ses traditions, son histoire. Ils étudient aussi peu les évolutions récentes qui ont pourtant bouleversé la donne en plaçant définitivement le centre de gravité de la classe ouvrière mondiale dans les pays pauvres et dominés.

Le mouvement ouvrier juif a commencé par des grèves, en 1870-71 dans les manufactures de tabac de Vilna, dans les ateliers textiles de Bialystok. La grève est une véritable révolution morale et religieuse pour les Juifs qui découvrent ce moyen de lutte. La tradition veut, depuis des siècles, qu'en cas de conflit avec l'autorité en place, le rabbin intervienne immédiatement en tant que médiateur. Cette tradition, le Bet Din, explose avec la pratique de la grève. L'ouvrier juif ne veut plus que le rabbin, traditionnel soutien du régime et de l'Etat, partisan de la collaboration, intervienne. Il sait que dans ces conditions, il perdra, et en même temps il découvre entre ses mains, une arme, la grève qu'il sent efficace à la condition de s'en servir pleinement comme moyen de lutte. Le Juif pauvre se retrouve riche d'un instrument de force qu'il n'avait jamais eu entre les mains. L'autorité qu'il a à combattre, c'est le patron, et non plus le représentant de l'Etat. Du coup, une autre institution du monde juif commence à se fissurer : c'est la Hevra. Sorte de corporation qui unit aussi bien les

ouvriers que les employeurs, rattachée à la synagogue et sous l'autorité du rabbin, elle joue un rôle social notamment de caisse d'entraide. La grève oppose au sein de la communauté patrons juifs et ouvriers juifs, et mine la Hevra. Les ouvriers éprouvent le besoin de créer leurs propres caisses ouvrières. Un patron juif dit clairement : *"Je préfère engager des chrétiens. Les Juifs sont de bons ouvriers mais ils sont capables d'organiser des révoltes contre le patron, le régime et le tsar lui-même"* (Minczeles 1999). Ces patrons se méfient encore plus des Juifs non pratiquants, les considèrent comme des éléments révolutionnaires.

En 1885, se créent les premiers cercles marxistes juifs, à Vilnius, dans l'actuelle Lituanie. Vilnius est à la fois un centre religieux important, et une ville en pleine industrialisation. Les militants, une majorité d'étudiants et quelques ouvriers, se réclament de la Seconde internationale ouvrière. Ils ont tous eu une éducation religieuse traditionnelle, mais sont influencés par l'ouverture de la Haskala, l'équivalent des Lumières dans le Judaïsme. Ils considèrent que la grève ne suffit pas. Il faut aussi apporter une conscience socialiste à l'ouvrier. Kopelson considère que *"notre tâche est de développer les cadres du mouvement révolutionnaire russe"*. Ils ne se distinguent en rien des autres révolutionnaires russes, et s'ils visent le monde ouvrier juif, c'est qu'il est d'abord leur monde d'origine. Ils choisissent d'utiliser la langue parlée par les Juifs d'Europe de l'est, le yiddish, et non le russe. Ces cercles regroupent quelques dizaines d'adhérents. L'essentiel de l'activité consiste à éduquer individuellement les ouvriers, à leur apporter une conscience socialiste. On étudie aussi l'histoire, la géographie et les sciences. L'étudiant Samuel Gojanski raconte les difficultés qu'il rencontre lorsqu'il fait connaître ces idées nouvelles : *"Quand ils (les ouvriers juifs) entendaient quelque chose, des mots et des idées qu'ils n'avaient jamais entendus auparavant, lorsqu'on leur inculquait quelque chose de nouveau, lorsqu'ils voyaient l'agitation autour d'eux, leur première réaction était : rien n'arrivera de tout cela. Tout ce que vous nous dites est inutile, parce que tout dépend du destin. Nous autres, les pauvres, sommes nés comme cela. Nous mourrons ainsi et rien n'améliorera notre situation"*.

Les cercles se rassemblent en 1889-90, et forment le groupe social-démocrate juif. En 1893, Gojanski écrit : *"L'agitateur doit avoir acquis des connaissances dans le milieu au sein duquel il souhaite développer l'agitation. Il doit connaître dans les moindres détails l'existence et les problèmes qui assaillent les ouvriers et les artisans juifs... Il doit connaître les améliorations que ceux-ci préconisent. Il doit être familiarisé avec la nature même de l'artisanat, afin de juger ce qui peut, ou ce qui ne peut pas être réalisé"*. Kremer, à la même époque, ajoute : *"L'émancipation nationale juive doit venir de la classe ouvrière. Plus la classe ouvrière juive sera une force révolutionnaire, plus les droits octroyés par la Constitution russe à la population juive seront étendus. D'où la nécessité de former un parti ouvrier juif"*. Cette activité suscite différentes oppositions. A l'intérieur, un groupe d'oppositionnels considère que la lutte des Juifs, dans la mesure où les ouvriers travaillent surtout dans des petites entreprises et sont exclus des plus grandes, est une lutte des "pauvres contre les pauvres". A l'extérieur, les socialistes polonais accusent les dirigeants juifs de mener une politique de russification. Ils auraient préféré que les Juifs luttent pour l'indépendance de la Pologne, pour qu'elle soit une nation démocratique bourgeoise, qui leur donnerait des droits.

Le nombre d'ouvriers organisés passe de 500 en 1894 à 1500 en 1897 à Vilnius, et de 220 à 1000 à Minsk. Un texte édité à Vilnius dénonce l'idée de collaboration de classe, en mettant en cause ses racines religieuses : *"Le peuple juif est divisé en deux classes dont*

l'hostilité est si grande que même la sainteté du Temple ne peut l'arrêter". Et il conclut sur la solidarité avec les ouvriers russes, polonais et lituaniens. Fin 1896, est édité Yiddisher Arbeiter, l'Ouvrier juif, en yiddish. Le 1er mai 1892, lors d'une réunion clandestine dans un bois, un ouvrier déclare : *"Ni Dieu, ni le diable ne pouvaient libérer les masses opprimées, seule la connaissance nous guidera vers le combat salvateur"*. Martov arrive à Vilnius en 1893 et déclare que *"bien qu'attaché au mouvement socialiste russe, le prolétariat juif ne devait attendre sa libération d'aucun autre mouvement que le sien, chacun ayant ses propres difficultés"*. Lui-même petit-fils d'un rabbin d'Odessa, mais en fait assimilé russe, il donne l'impulsion à la constitution d'un parti ouvrier juif. Le premier Congrès se tient en 1897. L'organisation compte alors 3 500 travailleurs juifs et de nombreux intellectuels. Elle prend le nom de Der Algemayner Yiddisher Arbeiter Bund in Russland un Poyln, l'Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne, en abrégé Bund.

En 1898, se tient le premier congrès du POSDR, le Parti ouvrier social-démocrate russe. Le Bund en est une des composantes et adhère à son programme. Le POSDR reconnaît une pleine autonomie au Bund pour tous les problèmes spécifiquement juifs. *"Il reconnaît à chaque nationalité ou groupe ethnique le droit à la reconnaissance de son individualité propre par les autres nationalités ou groupes"*. Fin 1899, le Bund compte 5 600 adhérents, en majorité des travailleurs jeunes. Dans certaines régions où les populations sont plus mélangées, les militants du Bund participent à des groupes sociaux-démocrates russes. Ainsi, durant toutes ces premières années de militantisme, le Bund ne se distingue pas des révolutionnaires social-démocrates. Il forme une section autonome, et trois de ses membres siègent au comité central du POSDR.

8 - Le problème juif et les marxistes

Mais si Lénine sait trouver la réponse politique qui convenait tant sur le fond que sur la forme vis-à-vis du problème qui agite le Bund, il ne va pas réussir à empêcher son évolution vers la séparation et le développement du nationalisme en son sein. Sans doute Lénine commet-il un certain nombre d'erreurs, secondaires par rapport au problème central, mais qui ont certainement joué.

Lénine refuse de considérer, comme le disent les militants du Bund, que l'antisémitisme a aussi infecté la classe ouvrière russe. Au Bund qui dit que l'antisémitisme *"a pris racine dans la masse ouvrière"*, il répond que *"le caractère social de l'antisémitisme contemporain n'est pas modifié par la participation à tel ou tel pogrome non seulement de dizaines, mais même de centaines d'ouvriers inorganisés et pour les neuf dixièmes encore complètement ignorants."* Cette manière de minimiser certains aspects réactionnaires que peut prendre la classe ouvrière rappelle une même attitude chez Lénine à propos de l'aristocratie ouvrière des pays européens, qu'il qualifie de *"minorité infime du prolétariat et des masses travailleuses"*.

Mais c'est surtout en refusant de considérer les Juifs comme une nationalité que Lénine commet une erreur sur la forme, mais aussi sur le fond. *"C'est une idée sioniste absolument fausse et réactionnaire en son essence"*. Lénine ne semble pas avoir étudié le problème personnellement. Il se contente de reprendre la position de Kautsky : *" Dans les Origines du christianisme, Kautsky explique que les Juifs étant une nation sans paysans,*

urbanisée, formée de commerçants, sans territoire ni langue, est en fait une "caste". Et Lénine affirme donc : *"Les Juifs ont cessé d'exister en tant que nation, laquelle ne saurait se concevoir sans un territoire", dit l'éminent théoricien marxiste Karl Kautsky*". Lénine s'appuie ensuite sur un Juif radical français, Alfred Naquet, qui déclare : *"Je ne reconnais pas de nationalité juive... Les Juifs n'ont plus de territoire et n'ont plus de langue commune"*. N'étant pas une nation pour Lénine, les Juifs n'ont qu'un choix, "assimilation ou particularisme". Lénine ne voit pas que le radical qui se prétend d'abord Français est sans doute d'un milieu aisé, et que seuls ces milieux sont acceptés par la société démocratique bourgeoise, et peuvent s'assimiler.

Rosa Luxembour, de son côté, reconnaît les Juifs comme une nationalité, dans "La question nationale et l'autonomie". Mais, membre du parti polonais, qui a placé en premier l'indépendance nationale, avant les revendications socialistes, Rosa Luxembour est hostile à cette position et très méfiante vis-à-vis de toute revendication nationale, et se montre plus dure que Lénine. Alors que Lénine reconnaît aux nationalités le droit à l'autodétermination, y compris le droit à la séparation et à l'indépendance nationale, Rosa est opposée à cette position. Aussi, si elle reconnaît l'idée d'une nation juive, elle refuse ses revendications particulières, et combat très fermement les positions du Bund. Enfin Jaurès s'insurge contre la position de Lénine : *"L'attitude de la social-démocratie russe à l'égard de la communauté juive (...) est proprement insensée ! Le refus de prendre en considération les revendications culturelles et nationales émanant d'un parti ouvrier (le Bund) est en contradiction avec les principes élémentaires de la démocratie. Il en va de même du sionisme socialiste"*.

Lénine ne fait pas que reprendre la position classique du marxisme. C'est un Marx jeune qui rédigea La question juive, en 1843, cinq années donc avant le Manifeste du parti communiste. Marx y pose le problème juif d'une manière très abstraite, et pendant la majorité de son ouvrage discute plus de religion et Etat avec Bauer que de la question juive, qu'il n'aborde que dans les 8 dernières pages. Ce texte est unanimement considéré comme une oeuvre de jeunesse d'un Marx qui n'est pas encore "marxiste". Mais il mérite qu'on en dise quelques mots. Marx a alors 25 ans. Il est né dans une famille d'origine juive, à Trêves. A l'époque, un léger vent de liberté a apporté un début d'égalité aux Juifs d'Europe occidentale, avec la révolution française. Mais, très vite, les régimes aussi bien français que prussien étaient revenus en arrière. Ils sont trois Juifs à Trêves à devoir choisir entre quitter leur place dans la fonction publique, ou abandonner la religion juive. L'un d'eux est le père de Marx, Hirschel Marx, avocat. Du côté de la mère de Marx, on trouve de nombreux rabbins dans les ascendants. Hirschel, lui, ne pratique pas la religion, et ne se sent pas lié à la synagogue, mais il trouve ignoble d'être contraint. Hirschel se fait baptiser à l'église, et change son prénom en Heinrich. En clair, il s'assimile.

Le jeune Karl Marx a sans doute connu ou entendu parler du milieu juif de Trêves de cette époque. On y trouve des prêteurs d'argent. Et Karl leur voue une véritable haine. A 25 ans, il déclare : *"la religion israélite m'inspire de la répulsion"*. De plus, sa mère ne cesse de lui dire de cesser ses activités de jeune étudiant révolutionnaire : *"Si le Karl avait amassé de l'argent, au lieu de..."* lui répète-t-elle (Nicolaiévski 1933). C'est donc un Marx qui a une vue bien particulière des Juifs et du problème juif qui écrit, à cette époque, La question juive. On y trouve une velleité d'explication matérialiste, lorsqu'il dit : *"Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais le secret de la religion dans le Juif réel"*. Mais la suite est moins glorieuse, car Marx ne semble s'intéresser qu'à un seul aspect du Juif réel, le prêteur

d'argent. *"Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même. Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait"*. Aussi étonnant que cela puisse paraître, Marx ignore l'existence du Juif pauvre, du Juif prolétaire.

En fait, il ne pense qu'au Juif utilisé comme prêteur par l'Etat chrétien au cours des siècles. Ce qui l'amène à écrire des passages qui peuvent paraître à la limite de l'antisémitisme, si on n'y met pas derrière les mots une volonté d'analyse du développement du rôle de l'argent sous un Christianisme qui, au départ, ne s'y prête pas et même s'y oppose, car il est fondé sur une richesse en terres. *"Le judaïsme s'est maintenu à côté du christianisme (...) parce que l'esprit pratique juif, parce que le judaïsme s'est perpétué dans la société chrétienne et y a même reçu son développement le plus élevé (...) Le christianisme est issu du judaïsme ; et il a fini par se ramener au judaïsme"*.

Seulement, Marx parle trop souvent de religion juive là où il devrait parler du Juif, et même de certains Juifs : *"Quelle était la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme (...) L'argent est le dieu jaloux d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister (...) La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent"*. Le Christianisme, et toutes les religions d'Etat, ont joué un rôle bien plus essentiel et bien plus considérable dans la construction d'un monde injuste, dominé par des Etats. Le monde aurait sans doute évolué de la même manière si les Juifs et le Judaïsme avaient disparu avant l'effondrement de l'Empire romain. C'est l'Eglise chrétienne qui a été le maître d'oeuvre de l'histoire. Elle n'a fait qu'utiliser l'opportunité de l'existence du Judaïsme, mais elle a aussi montré au cours de 2 000 ans d'histoire et de domination de peuples innombrables qu'elle était capable d'innover, de trouver plus d'une solution en maintes occasions. D'autres que les Juifs ont servi de boucs émissaires, d'autres que les Juifs auraient pu servir de prêteurs le temps de digérer cette nouvelle nécessité économique. Bien d'autres que les Juifs ont été des commerçants. Enfin, une autre limite du Marx de 1843 est de ne pas voir un instant dans le Juif opprimé un élément révolutionnaire, et de rester les yeux figés sur le prêteur à gages.

Une particularité singulière du peuple et de la religion juive est très rarement soulignée : c'est une religion extrêmement minoritaire dans le monde. De nos jours, on ne compte même pas 14 millions de Juifs dans le monde, soit à peine 0,2% de la population mondiale. Il reste à le vérifier, mais il est très probable que les chiffres de la démographie juive ont toujours été de cet ordre de grandeur. Cette particularité est à prendre en compte à égalité avec le rôle social ou la religion. De même, l'attitude des Etats, et en particulier de ce que l'on peut légitimement nommer l'Etat chrétien européen du Moyen-âge, a compté pour beaucoup dans cette histoire.

L'Etat chrétien n'a pas essayé d'éliminer la religion juive en tant que telle. Il a au contraire utilisé les Juifs, en utilisant leurs services sur les créneaux que la religion réprouvait (prêt avec intérêt), en les plaçant en situation d'otage puis en leur soutirant ses biens, ou enfin en s'en servant comme boucs émissaires à donner en pâture aux mécontentements du peuple. Ce n'est qu'à la fin du 15ème siècle qu'on voit l'Etat chrétien, en Espagne donner des signes qui sont plutôt une dérive, de volonté d'élimination systématique des Juifs. Mais c'est plutôt le

signe d'une impatience à voir se réaliser un programme de longue haleine entamé depuis plusieurs siècles, et consistant à exclure les Juifs d'Europe. Le Christianisme n'a jamais considéré le Judaïsme comme un danger pour lui. Il a par contre réglé son compte en son temps à une autre religion, qui prétendait à devenir universelle : le Manichéisme. Entre les années 300 et 470, le Manichéisme est bien plus répandu que le Judaïsme, et a connu une expansion étonnante, allant jusqu'à pénétrer au coeur de Rome, en Afrique du nord, et en Inde. Les Manichéens seront eux, pourchassés, éliminés, et définitivement rayés de la carte de l'aire chrétienne après plusieurs siècles de combat. Le Christianisme avait les moyens d'éliminer le Judaïsme s'il l'avait décidé. Il a au contraire utilisé le Judaïsme, y compris lorsqu'il l'a exclu d'Europe. Si de nos jours, l'Eglise a cessé ses discours anti-Juifs, il ne faut pas se tromper de perspective : ils ont été constants, incessants, inlassablement répétés, et n'ont cessé qu'après l'élimination de 6 millions de Juifs par le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale.

Comme le décrit fort bien Abraham Léon, si l'on peut considérer les Juifs comme une sorte de peuple-classe au cours de l'Antiquité, puis du Moyen-âge, le capitalisme moderne va massivement les prolétarianiser. On ne peut expliquer autrement l'apparition, en Europe de l'est et en Russie, à la fin du 19^{ème} siècle, d'un parti ouvrier révolutionnaire juif, le Bund. Or il faut bien constater que cette évolution ne semble pas amener une disparition du Judaïsme. Marx, Lénine pensaient que les Juifs s'assimileraient dès qu'ils trouveraient des conditions propices, c'est-à-dire qu'ils se trouveraient dans des régimes démocratiques bourgeois, comme la France, les Etats-Unis.

L'Europe des Lumières, les ouvertures grandioses dans les droits humains apportés par la révolution française, ont effectivement amené un certain nombre de Juifs à s'assimiler. Certains se sont convertis au christianisme. D'autres sont devenus athées, non croyants. Mais ce courant est resté et reste minoritaire. La religion juive existe. Même la création d'un Etat, Israël, n'a pas résorbé cette existence des Juifs sous forme d'une diaspora. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste n'est guère prometteur. Pire, sa crise économique chronique depuis 1974 est l'occasion d'un regain de l'antisémitisme. On ne peut pas nier l'existence d'une nation juive. La notion de nation ne provient pas de l'existence d'un territoire commun, ni même d'une langue commune, mais de l'existence d'une conscience commune d'appartenir à une même religion, une même culture. Et lorsque nous parlons de conscience commune, nous pensons tout particulièrement à une conscience commune parmi les masses pauvres. Si cette conscience n'était partagée que par les élites, les dirigeants, les riches, nous aurions par contre à la combattre, et à aller de l'avant vers le combat internationaliste. Nier cette conscience lorsqu'elle est partagée par les travailleurs, les exploités, risque d'être l'occasion de laisser libre cours aux nationalistes bourgeois. Il faut au contraire l'affirmer, pour mieux distinguer dans cette nation les composantes de classes opposées. Et l'on peut, depuis l'antiquité, retrouver la trace de cette opposition de classes, chez les Juifs, comme pour les peuples disposant d'un Etat.

9 - Le Bund et le tournant nationaliste

A partir de 1901, sous l'influence d'un certain nombre de ses dirigeants, mais peut-être aussi du fait du refus du POSDR de considérer les Juifs comme une nation, avec des droits nationaux, le Bund va infléchir son orientation politique. Le problème que ne veut pas

aborder le parti de Lénine en resurgit de manière d'autant plus vive au sein du Bund. Il est posé pour la première fois au 4ème congrès, en 1901. Trois tendances s'affrontent. Liber est partisan d'une autonomie nationale juive : *"Si dans le passé nous avons été des cosmopolites (mêlés à des nationalités très différentes), il nous faudra devenir des nationaux. Ce terme ne doit pas nous faire peur. Nous devons formuler dès maintenant un programme maximal qui devra mettre l'accent sur nos aspirations nationales : langue, culture, formes de vie."* Cette nécessité pour le Bund de devoir poser le problème national juif est exprimée d'une autre manière par Portnoy. Il estime qu'il faut certes passer d'abord par le combat politique ouvrier, mais qu'ensuite apparaîtra la conscience nationale : *"la conscience de la classe ouvrière est la conscience d'appartenir à une nationalité donnée"*, dit-il en mettant un trait d'égalité entre le problème social et le problème national. Et il ajoute : *" La conscience de l'oppression, c'est l'aspiration à détruire précisément cette oppression. En parvenant ainsi et d'abord à obtenir ses droits politiques, il pourra par la suite se développer pleinement."*

Seul Rosenthal se bat pour conserver la ligne d'origine. Il n'est pas d'accord pour faire du problème national juif un problème prioritaire, ni particulier, et de le séparer du reste du travail social-démocrate. Pour lui, *"les tentatives liant le mouvement ouvrier juif à une structure nationale étaient une entrave et le désir de stimuler ce sentiment national, artificiel, prématuré et nuisible"*. La résolution finale estime que le terme "nationalité" peut s'appliquer au peuple juif. Mais elle met en garde *"contre un sentiment national exacerbé risquant d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat juif et de le conduire au chauvinisme"*. Le problème n'est donc pas réglé. Mais la tendance nationaliste du Bund va désormais se développer, et sous prétexte de défense spécifique des Juifs, entraîner l'organisation vers une marche de plus en plus séparée des autres révolutionnaires.

Sur sa droite, le Bund tient à se démarquer de manière très nette du jeune mouvement sioniste, dont le programme est la constitution d'un Etat juif avec l'attribution d'un territoire propre : *"Le Congrès (du Bund) considère le sionisme comme une réaction de la classe bourgeoise contre l'antisémitisme et la situation anormale du peuple juif (...) Le sionisme politique érigeant pour but la création d'un territoire pour le peuple juif ne peut prétendre résoudre la question juive (...) ni satisfaire le peuple dans son ensemble, (...) et demeure une utopie irréalisable. Le congrès estime que l'agitation des sionistes compromet le sentiment national et peut être un frein au développement de la conscience de classe"*. Ce texte radical fait en réalité des concessions. Le sionisme n'est pas un "frein" à la conscience de classe : il en est l'exact opposé, il la gomme totalement au nom du nationalisme. Il ne "compromet" pas le sentiment national, il l'amène sur un terrain où les classes sociales ont disparu, ce qui favorise de fait le point de vue de la bourgeoisie juive.

Le progrès du Bund est considérable. En 1903, il totalise 30 000 membres en Russie, Pologne et Lituanie. Pour lutter contre ce développement, le régime tsariste a décidé en 1901, de créer un parti juif concurrent. C'est le chef de la police politique Okhrana, Sergueï Zoubatov, qui se charge de ce travail. Zoubatov propose qu'on cesse de réprimer les grèves qui se contentent de réclamer une augmentation de salaires. La répression alimente la solidarité, le recrutement, et renforce les convictions. Au contraire, la satisfaction de certaines revendications calmera les travailleurs, et coupera ainsi l'élan révolutionnaire. Zoubatov rêve d'appliquer en Russie la formule qui a si bien marché en Angleterre : dirigeants bourgeois et dirigeants syndicaux réformistes ont aiguillé les luttes sur le seul plan des revendications. La satisfaction, même relative, même pour une petite partie de la classe ouvrière, de

revendications économiques, a écarté la contestation politique et le danger révolutionnaire. Le nouveau parti juif indépendant, financé en secret par Zoubatov, prend pour devise "pain et connaissance". Le programme dit qu'il *"a pour but l'élévation du niveau matériel et culturel du prolétariat juif à travers les organisations économique-culturelles (...) Le parti, délibérément, ne poursuit pas de buts politiques et ne s'intéresse aux problèmes politiques que dans la mesure où cela affecte les intérêts quotidiens des travailleurs"*. Et il précise : *"L'organisation du parti est démocratique, réglementée par les décisions prises à la base et non au sommet"*. Des dirigeants juifs aident à l'opération. Zoubatov libère des ouvriers juifs dont il espère qu'ils suivront cette nouvelle voie. Se forment ainsi des syndicats de menuisiers, serruriers, ferblantiers, maçons, vendeurs et broyeurs. 2 000 Juifs et non-juifs sont recrutés. Mais l'Etat tsariste ne peut s'empêcher de continuer à frapper et à réprimer d'une main, pendant qu'il veut démontrer le contraire de l'autre. 2 180 membres du Bund sont incarcérés durant ses deux années d'existence. L'opération finit par capoter. Le parti indépendant stoppera son activité début 1903.

Le régime reprend la bonne vieille méthode du pogrome. En avril 1903, le pogrome de Kichinev, initié par le ministre de l'intérieur, organisé par l'administration de Bessarabie, fait 49 morts, 500 blessés, 2 000 familles sans abri. Le Bund commence la mise en place de groupes d'autodéfense armés : des équipes d'une dizaine de volontaires se tiennent prêts, avec un point de ralliement prévu, et un moyen de contact par téléphone en cas de danger. Au cours de l'été 1903, ils mettent une raclée à une tentative de pogrome à Gomel.

Le changement d'attitude politique du Bund, affirmé sur le plan des idées en 1901, commence à se transmettre dans l'organisation en 1903. Cela commence par un incident mineur. Le Bund proteste parce que l'organisation locale du POSDR de la ville de Iékatérinoslav s'est adressé aux ouvriers juifs de cette ville, sans en demander l'autorisation au Bund. Or, dans cette ville, le Bund n'existe pas. Mais le Bund prétend être le représentant exclusif des ouvriers juifs. Lénine met en garde le Bund et affirme qu'il est en train de remettre en cause l'alliance de 1898 avec le POSDR basée sur l'idée d'autonomie, qu'il veut en finir avec celle-ci et revenir à un rapport de type fédératif. *"On ne se fait pas aimer de force, conclut-il. Si le Bund ne veut pas rester dans cette étroite liaison avec le Parti ouvrier social-démocrate de Russie que le Congrès de 1898 a eu raison de fixer, les anciens rapports avec lui ne seront évidemment pas maintenus"*. (A propos d'une déclaration du Bund, 1/2/1903).

Lénine juge ce changement, s'il se confirme, nuisible. *"Proclamer le Bund parti politique distinct, c'est justement pousser jusqu'à l'absurde l'erreur fondamentale dans la question nationale, ce qui constituera nécessairement et inévitablement le point de départ du revirement dans les opinions du prolétariat juif et des social-démocrates juifs en général. L'"autonomie" de statuts de 1898 garantit au mouvement ouvrier juif tout ce dont il peut avoir besoin : la propagande et l'agitation en yiddish, des publications et des congrès, la présentation de revendications particulières dans le développement du programme social-démocrate unique commun et la satisfaction des besoins locaux et des revendications locales découlant des particularités du mode de vie israélite. Pour tout le reste, la fusion complète et la plus étroite avec le prolétariat russe est nécessaire, indispensable (...) L'autonomie (actuelle) constitue une garantie, poursuit Lénine, contre l'intrusion de la majorité dans les questions particulières du mouvement juif."* Et il conclut : *"Nous devons nous appuyer sur l'ensemble du prolétariat, sans distinction de langue et de nationalité, d'un prolétariat soudé dans un effort commun constant de résolution des questions théoriques et pratiques, tactiques"*

et d'organisation, et non pas créer des organisations marchant séparément, chacune suivant son chemin, non pas affaiblir les forces de notre attaque par un fractionnement en de nombreux partis politiques distincts, non pas instaurer le morcellement et le cloisonnement pour soigner ensuite à l'aide des emplâtres de la fameuse "fédération" la maladie qu'on se sera inoculée artificiellement à soi-même" (Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un "parti politique distinct" ? 15/2/1903).

Au printemps 1903, le 5ème congrès du Bund décide que, article 1 : le Bund est une section fédérée du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Pour Lénine, c'est une rupture qui ne dit pas son nom. En réalité, le Bund est complètement partagé entre partisans de l'ancienne ligne et de la nouvelle. Le deuxième congrès du POSDR, en juillet 1903, pose le problème de la définition du type d'organisation pour les social-démocrates. *"Alors que je proposais, écrit Lénine, de reconnaître comme membre du Parti celui qui, tout en reconnaissant le programme du Parti et en le soutenant matériellement, fait partie d'une de ses organisations, Martov estimait qu'outre les deux premières conditions, il suffisait d'un travail effectué sous le contrôle d'une des organisations du Parti"*. Deux conceptions s'affrontent : pour Martov un parti de masse, pour Lénine un parti centralisé sélectionnant des militants sûrs. Le Bund se range à la position de Martov. A ce même congrès, le Bund propose au vote sa position fédéraliste. Le congrès la repousse. Alors, le Bund, dans un silence de mort, annonce son départ et son retrait du parti. Henri Minczeles, dans son histoire très documentée du Bund, note que du côté de Lénine, ce sont des intellectuels social-démocrates d'origine juive qui sont les plus avancés pour lutter contre les idées du Bund : Martov, Axelrod, Dan, Trotsky. Désormais, un certain nombre de dirigeants du Bund comme Medem, vont évoluer vers un nationalisme de plus en plus ouvert, gommant les positions de classe.

Un gigantesque coup de tonnerre éclate sur la Russie le 9 janvier 1905. Ce jour-là, ouvriers et ouvrières, avec femmes et enfants, font une véritable procession religieuse, portant des icônes, ces images pieuses de la religion chrétienne orthodoxe, des croix, des bannières de l'Eglise, et ayant à leur tête un prêtre, le pope Gapone. Gapone avait créé, avec l'aide de l'Okhrana, une société mutuelle du même genre que celle de Zoubatov. Les manifestants, qui sont 25 ou 30 000, apportent une pétition au tsar, qui commence par ces mots de vénération : *"Nous venons à Toi, ô Souverain, rechercher justice et protection (...) ne refuse pas d'aider ton peuple"*. Le tsar fait tirer sans avertissement faisant des centaines de morts et de blessés. Pour les pauvres, l'image de Dieu sur terre qu'ils avaient du tsar se déchire. La révolution sociale va commencer.

Le Bund est, de loin, le parti révolutionnaire le plus puissant, avec 33 000 membres. Les bolchéviks sont 13 000 et les menchéviks 18 000. Ensemble, ils reprennent l'arme de la grève dans les usines. Le régime riposte par des pogromes à une échelle jamais vue : du 18 au 25 octobre, 50 villes subissent les assauts des Cent-Noirs, organisation créée par le pouvoir, et dont un des dirigeants est Pierre Ratchkovsky, vice-directeur du département de la police. A Odessa, malgré la résistance des sections de combat, on compte 300 morts, 2 000 blessés, 40 000 personnes ruinées. Faute de force, de préparation, et incapable d'affaiblir et de diviser l'appareil militaire qui opère la répression, la révolution s'épuise. Des années d'un recul profond vont suivre. Dans ce contexte, le Bund demande sa réintégration dans le POSDR en 1906. Elle est acceptée. Le Bund accepte le programme du parti, et *"demeure indépendant pour toutes les questions ayant trait à l'agitation et la propagande, l'autonomie du mouvement, ses propres institutions centrales et locales"* (Minczeles 1999). Deux de ses

membres, Abramovitch et Liber, siègent au comité central du POSDR.

En 1907, la réaction s'aggrave : on compte 1 100 exécutions capitales en un an. Le Bund voit ses effectifs fondre. *"Une masse d'ouvriers était partie en Amérique. L'intelligentsia avait fui, laissant le parti virtuellement à zéro"* (Medem). Fin 1908, il n'y a plus que 400 membres. Une partie des militants, désorientés, cherchent une issue dans l'action culturelle. On crée une société littéraire yiddish, des associations apolitiques, historiques, ou d'art dramatique. Lorsque la première guerre mondiale éclate, le Bund prend une position pacifiste, mais refuse celle de Lénine qui préconise *"la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile"*, c'est-à-dire de considérer que le principal ennemi est le gouvernement de son propre pays. Certains dirigeants du Bund placent un espoir dans le régime allemand, en guerre contre la Russie, parce que celui-ci est plus clément avec les Juifs. D'autres se disent internationalistes. Le parti est désorganisé par la guerre.

La position de Lénine se transforme en réalité en février 1917 : c'est la révolution. Le nouveau gouvernement socialiste accorde des droits égaux à la population juive de Russie, supprime la zone de résidence, accorde des droits nationaux. Le Bund applaudit, et se comporte comme si tout son programme était maintenant réalisé. Or les masses pauvres, ouvriers et paysans, n'ont rien, et la guerre continue. Seuls les bolchéviks de Lénine continuent le combat, jusqu'à la révolution d'Octobre 1917. Le jeune gouvernement des soviets décide d'abolir tous *"les privilèges nationaux et religieux"*. En clair, il affirme que désormais, tout le monde est à égalité sous le régime soviétique, et qu'il n'y a donc plus lieu que l'Etat accorde tel ou tel privilège, qui n'est qu'une manière de maintenir un sursis, et non un droit définitif. Pour répondre aux problèmes immédiats, est créée une section juive du parti communiste soviétique, la Yevsektsyia, avec à sa tête Simon Dimanstein. Le Bund voit dans tout cela un recul, un coup d'Etat opéré par le parti bolchévik, et s'insurge : *"la révolution que nous vivons présentement ne peut pas conduire à l'établissement du socialisme en Russie (...) parce que les forces prolétariennes sont encore à un niveau trop bas"*. Pourtant les dirigeants de la révolution d'Octobre avaient donné une réponse à cette question depuis des années déjà : *"La révolution ne peut commencer que sur une base nationale, mais elle ne peut s'achever dans ce cadre, étant donné l'interdépendance économique, politique et militaire des Etats européens"* (Trotsky 1915). *"L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays ou même dans un seul pays capitaliste isolé. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays capitalistes (...)"* (Lénine, août 1915). Pour les dirigeants du Bund de 1917, la révolution russe n'est visiblement plus un moyen pour une émancipation générale de l'humanité.

Mais une bonne partie des militants du Bund sont au contraire enthousiasmés par l'oeuvre du parti bolchévik, et le rejoignent. En 1919, le Bund reconnaît la légitimité des soviets, ces organes de base populaires, qui remettent le gouvernement entre les mains des travailleurs et des opprimés : *"Le développement de la révolution russe a prouvé que dans des conditions données, la seule et unique forme de pouvoir ne peut être que la dictature du prolétariat des soviets"*. La révolution a alors à faire face à une contre-offensive très violente de la réaction. Dans l'arsenal utilisé, on retrouve l'arme des pogromes. C'est une véritable guerre qui est menée. *"Début 1919, les premiers grands pogromes furent déclenchés sur tout*

le territoire. Berditchev, Jitomir, Ovroutch, Proskourov et des dizaines d'autres villes d'Ukraine furent ensanglantées par les "Compagnies de la mort"(...) Les armées de Koltchak, Denikine et Petlioura (...) donnèrent la nausée au monde entier. Les pogromes des années 1919 à 1921 furent infiniment plus meurtriers que ceux de la période tsariste des années 1880 et 1905. Pour la période de 1917 à 1921, on dénombre 1236 actes de violences dans 700 localités, environ 60 000 Juifs tués et un demi-million de sinistrés" (Minczeles 1999).

En 1920, une minorité se sépare du Bund, alors affilié au Parti menchevik, et fonde le Bund social-démocrate. A la fin de l'année, la misère et la faim dues à la guerre civile commencent à provoquer une agitation dans la paysannerie d'abord. Celle-ci touche Moscou en février 1921. Des ouvriers manifestent, et des banderoles protestent "*contre les communistes et les Juifs*" (selon Paul Avrich, cité par Broué). Suspecté avec d'autres organisations de protéger des opposants, le Bund de Moscou voit ses responsables mis en prison. En mars 1921, le Bund décide de se dissoudre, ses membres rejoignent la Yevsektsiya à titre individuel

Henri Minczeles écrit : "*la suite est tristement connue. Les autorités soviétiques, avec le soutien de la Tchéka, puis du Guépéou à partir de 1922, fermèrent les synagogues et les écoles religieuses, les kehillot. Tout le tissu communautaire non communiste fut liquidé (...) Cela dura une dizaine d'années. Puis ce fut le déclin, la terreur, le cauchemar*". Comme la quasi-totalité des auteurs depuis la décennie 1990, il met donc un trait d'égalité entre l'oeuvre de la révolution, les nécessités cruelles de la guerre civile, et l'oeuvre de la contre-révolution qui monte en force dès le début des années 1920. A partir de 1922, une véritable lutte est engagée entre les dernières forces révolutionnaires et la contre-révolution sociale, animée par les forces bureaucratiques dans un pays où le prolétariat et les éléments communistes conscients ont été liquidés par la guerre civile. En février 1923, Lénine, à qui il ne reste que quelques mois à vivre, livre ce dernier combat : "*Les choses sont répugnantes avec l'appareil d'Etat, il faut détruire la bureaucratie, non seulement dans les institutions soviétiques mais dans les institutions du parti*". En octobre 1923, Staline interdit la publication par 46 vieux bolcheviks d'une plate-forme d'opposition. Le recul favorise sa montée en puissance jusqu'à la dictature. Staline arrive au faîte du pouvoir en emprisonnant par milliers les anciens militants. Il imagine dans les années 1930 de régler le problème juif dans une société désormais figée, en créant un Etat juif autonome à l'Est de la Sibérie, au Birobidjan. Seuls 1% des Juifs de Russie accepteront de s'y installer.

10 - L'antisémitisme du 20ème siècle : moyen de dévier l'anticapitalisme

Plus le capitalisme voit surgir ses crises, plus il voit en face de lui le spectre du socialisme et du communisme surgir dans le monde ouvrier, plus la tendance à utiliser l'antisémitisme s'accroît. Les soubresauts de l'Europe de l'est, de la Russie à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème, renvoient des masses de Juifs pauvres en direction de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Après la Première Guerre mondiale, Allemagne, Autriche, France, Belgique, voient affluer des dizaines de milliers d'immigrants juifs d'Europe orientale déguenillés, privés de toute ressource. La petite-bourgeoisie, y compris la petite-bourgeoisie juive déjà en place, les voit d'un mauvais oeil, redoutant la concurrence de ces artisans traditionnels. Aux Etats-Unis, le nombre de Juifs passe de 275 000 en 1875 à 3 millions en 1914. La plupart ont des salaires de misère dans l'industrie textile. En 1932, il y a autant de

Juifs dans l'industrie (36%) que dans le commerce (38%), et seulement 4% dans l'agriculture, 6% de professions libérales (Léon). Le système économique capitaliste se montre dur pour les peuples, très dur, plus dur même que les anciens systèmes. Le chômage, chose nouvelle, devient une constante. Et s'y ajoutent des crises périodiques.

Dans ce contexte, on va voir l'antisémitisme être utilisé comme dérivatif moderne des nouvelles maladies sociales. Son contenu est habilement modifié. En France, Edouard Drumont publie *La France juive* (1886) où il prétend démontrer que la misère des travailleurs tient de la responsabilité des Juifs. Le journal catholique *La Croix* diffuse la haine des Juifs. Toute la presse catholique du pays prend le relais. On lit dans la *Revue religieuse de Rodez* : *"On peut contester, peut-être, quelques-uns des faits qu'il (Drumont) allègue, mais le péril qu'il dénonce est indéniable et demande l'union de tous les efforts pour arracher la France des mains des juifs qui sont les instruments les plus actifs de la déchristianisation"*. La *Semaine Religieuse d'Aire et de Dax* écrit : *"Ce sera le grand honneur de l'épiscopat français d'avoir, une fois de plus, sauvé le pays en l'arrachant aux mains crochues de la juiverie"*. La *Semaine religieuse de Mende* explique : *"Le juif nous pille, nous déshonore, nous exploite et nous vide (...) Servile, plat, rampant, cauteleux, immonde et vil quand il est le plus faible, il devient arrogant quand il est le maître chez les autres. Or, le juif est notre maître"*. Ou encore *"Quand un vol de ces vautours s'abat sur les finances d'un peuple, il pille, rançonne, grapple, déchire, écorche, étrangle. Il crève les yeux de sa victime, fouille dans ses entrailles, suce le sang de ses veines et la moelle de ses os, et, quand il ne reste que des ossements desséchés, le vampire, gorgé et repu, s'accroupit sur ces débris et combine s'il ne pourrait pas encore tirer quelque honnête bénéfice"* (*Le Mouvement social* n° 66). A la fin du siècle, on annonce la découverte d'un complot juif mondial. Toute la presse publie un document, les *Protocoles des Sages de Sion*, présenté comme le compte-rendu d'une réunion ultra-secrète de Juifs qui se serait tenue en 1897. Les Juifs se préparent à détruire les vieux Etats par des révolutions, et à prendre le contrôle du monde ! Le complot juif permet d'expliquer tous les soubresauts du siècle. Et il indique que tous les révolutionnaires qui ont combattu avec ardeur et ténacité, donnant leur vie entières pour l'avenir du monde, étaient en fait manipulés. Déjà en 1612, un document écrit, les *monita secreta* (ou *Instructions secrètes des Jésuites*) apportaient la preuve d'un complot juif. On démontra que le document était un faux fabriqué par un prêtre, mais l'accusation est restée.

En 1917, la pire des craintes des capitalistes de tous les pays, la prise du pouvoir par les classes pauvres, ouvriers, paysans, se réalise en Russie. Les bolcheviks, révolutionnaires majoritaires, fouillent les archives de la police politique, l'Okhrana et découvrent en 1921 la preuve que les *Protocoles des Sages de Sion* ont été fabriqués par l'Okhrana vers 1902. C'est le vice-directeur du département de la police, Pierre Ratchkovsky, qui en est le rédacteur. C'est la preuve que si complot il y a, c'est celui de tous les journaux bourgeois qui, des Etats-Unis à l'Europe, ont diffusé le faux document, répétant inlassablement la même thèse. Il y a une ou deux autocritiques (*Le Times*, Henry Ford), et le document et ses idées pourries continuent à circuler, en Europe, comme en Russie ou en Afrique. La catastrophe de la crise économique mondiale de 1929 va exacerber cet antisémitisme moderne, qui est une habile manoeuvre antisocialiste. Il est cultivé et utilisé par le fascisme allemand, qui arrive au pouvoir en 1933. Hitler se donne entre autres objectifs d'en finir avec les Juifs en les exterminant dans toute l'Europe. Cette idée folle n'est pas née dans l'obscur Moyen-âge, mais au contraire dans l'un des pays industriellement et intellectuellement les plus avancés du monde.

Pour adapter l'antisémitisme à son problème, l'élimination du mouvement ouvrier qui avait effrayé la bourgeoisie allemande par sa révolution et sa puissance au cours des années 1920, Hitler ne parle plus du Juif marchand, ni de l'usurier, mais du "capitalisme juif". Il aiguille l'anticapitalisme puissant des masses vers un point dévié de sa cible. Et il sauve ainsi le coeur du capitalisme, qui n'a que le profit et la propriété privée pour religion. Le capitalisme moderne est anonyme. Seuls les initiés savent qui est réellement propriétaire des industries et des banques. L'invention de la société anonyme permet de cacher les vrais, les gros propriétaires. Mettre des noms juifs sur ce mystère opaque peut sembler apporter une lumière juste.

Pour consolider cette tromperie, Hitler reprend aussi la vieille idée absurde selon laquelle race égale religion. Même en Palestine, les Juifs n'ont jamais constitué une prétendue race pure. C'était un mélange de peuples divers de la région, Hittites, Cananéens, Philistins, Egyptiens, Phéniciens, Grecs et Arabes. Tout comme les peuples d'Europe sont un mélange, un brassage de nombreux peuples Slaves et Germains. Mais Hitler est grandement aidé par tout le travail de haine et de persécution mené de longue date par l'Eglise catholique en Europe. Il lui rend d'ailleurs cet hommage : *"Depuis mille cinq cents ans, l'Eglise a considéré les Juifs comme des parasites et les a relégués dans des ghettos. Elle savait ce que valaient les Juifs. J'apporte ma contribution à ce qui a été fait depuis mille cinq cents ans"*.

11 - La "solution finale" et la bourgeoisie juive

Hitler a été apprécié, du moins jusqu'au début de la guerre, par la partie bourgeoise de la société juive. Cette page de l'histoire est maintenue secrète, et il est tabou d'en parler. La version officielle qui prévaut dans la communauté juive est que tout un peuple était visé, tout un peuple a été opprimé, tout un peuple a essayé de résister. C'est un mensonge, et un mensonge de classe, de riches faussant l'histoire réelle qu'ils ont imposée et faite aux pauvres. Et un mensonge difficile à dénoncer, car les privilégiés ont tous les moyens pour maintenir leur version. Elle n'en est pas moins fausse. Dès 1929, lorsque la crise économique mondiale éclate, la bourgeoisie juive, partout où elle se trouve, ne pense qu'à une chose : se montrer plus que jamais comme le meilleur défenseur de la nation qui l'héberge. En France, mais aussi en Allemagne, on assiste à la même attitude, symétrique : la bourgeoisie juive veut absolument collaborer avec la bourgeoisie de son pays. La raison n'est pas seulement sa volonté de ne se distinguer en rien du reste de la bourgeoisie nationale. C'est vraiment sur le fond que la bourgeoisie juive est identique à l'ensemble de la bourgeoisie : son souci numéro un est à l'époque le danger communiste, représenté par l'Etat soviétique, qui a aboli la propriété privée. Et Mussolini et Hitler apparaissent comme les seuls remparts efficaces au communisme, si ce ne sont des modèles à suivre. La bourgeoisie juive minimise donc l'antisémitisme ambiant, le considère comme la contrepartie des moeurs des Juifs pauvres, qu'elle juge déplorables et méprise.

Pendant longtemps, l'idée de "solution finale", de volonté d'extermination des Juifs d'Europe par le régime nazi, n'inquiète personne, tant elle est inimaginable. Le problème qui préoccupe de manière concrète et urgente, c'est le sort des 600 000 Juifs allemands. La question de l'accueil en France, qui a une frontière commune avec l'Allemagne, se pose tout naturellement. Tout le monde mesure la montée en puissance de Hitler et des forces fascistes,

choisies par le grand capital allemand pour régler ses problèmes économiques et politiques. Or Hitler a dit et écrit à maintes reprises qu'il ne supporte pas les Juifs. Le 18 septembre 1931, le journal La Tribune Juive donne le ton en publiant cette lettre de lecteur : *"Le fait d'avoir été victime d'un pogrome ou d'avoir eu des devanciers qui se sont mis volontairement au service de la France au moment du danger ne saurait en aucune façon conférer ipso facto à chacun des membres de l'innombrable multitude des Juifs immigrés le droit de s'étaler en France en outlaws (Note : hors la loi) et ce, d'une manière débordante et justement apte à provoquer les crises violentes d'un antisémitisme mal endormi. Actuellement, à Paris, certains quartiers sont littéralement envahi par des israélites immigrés et ce ne sont que conversations bruyantes en yiddish ou en judéo-espagnol"*. En clair, les Juifs pauvres, les immigrés, sont co-responsables de l'antisémitisme...

En avril 1933, des Français mettent en place un Comité français pour la protection des intellectuels juifs persécutés. Mais au sujet des Juifs allemands et de leur éventuelle venue en France, le juif Robert de Rothschild, baron de son état, écrit dans l'Univers israélite du 30 juin 1933 : *"Ce sont des Allemands, des ex-ennemis et il y a en ce moment dans notre pays une crise de chômage qu'il faut se garder d'aggraver car l'opinion française ne supporterait pas - et avec raison- que ces Allemands, quels qu'ils soient, et si dignes qu'ils soient d'être traités avec bonté, deviennent chez nous l'objet d'un régime de faveur"*. Cet appel à la haine anti-allemande, est aussi un mensonge. Si dans le reste de l'Europe, le chômage est effectivement catastrophique, il y a à l'époque en France 320 000 chômeurs inscrits officiellement. Fernand Corcos, vice-président du Comité français pour la reconstruction de la Palestine, grossit l'argument : *"Personnellement, je professe que l'Allemagne, qu'aucun pays n'a le pouvoir de déverser par la persécution organisée, une proportion de ses ressortissants sur le sol de ses voisins"*. Et encore : *"Que des Juifs allemands errent dans les rues parisiennes, que des travailleurs français se heurtent à des places prises sans discernement par des Allemands, et les plus redoutables malentendus peuvent naître !"* Corcos n'a visiblement pas vécu l'enfer que vivent les Juifs qui ont réussi à s'échapper d'Allemagne. Des bateaux pleins à craquer n'obtiennent le droit de débarquer nulle part, ni dans les ports d'Europe, ni en Amérique, et doivent faire demi-tour.

On sait que ce sont les grands trusts du capitalisme allemand qui ont donné le feu vert à Hitler, et lui ont donné les moyens financiers de mener son travail politique. On sait moins que parmi eux, certains financiers juifs ont tenu à le soutenir aussi. C'est le cas de la banque Frankenheim. Lorsqu'en novembre 1933, Hitler est élu, une partie de la bourgeoisie juive allemande crée un organisme reconnu par les nazis, la Représentation du Reich des Juifs allemands. Elle déclare : *"Les Juifs allemands espèrent que le nouvel Etat allemand, qui a un sens développé de l'honneur et de la dignité, reconnaîtra aussi ce sentiment élémentaire à leur petit groupement et ne tolérera pas plus longtemps qu'il soit diffamé"*. On lit ces lignes incroyables dans son journal Paix et Droit : *"L'antisémitisme raciste sera donc vraisemblablement bridé par l'autorité sinon par le libéralisme des ministres qui encadrent Hitler et ses lieutenants et si le fauve peut encore rugir, ses griffes et ses dents semblent devoir être sérieusement limées"*. Lorsque les premières mesures d'exclusion sont prises contre les Juifs, ce journal écrit : *"Aucun Juif ne fera donc partie, à aucun titre, de l'armée allemande. Cette éviction est extrêmement sensible aux Juifs allemands qui évoquent l'époque heureuse où, il y a 125 ans, ils étaient admis à l'honneur de servir sous les drapeaux."*

En février 1934, à Paris, les milices d'extrême-droite, les bandes fascistes, tentent de

prendre les bâtiments du Parlement français, avec l'objectif déclaré de renverser la République, d'en finir avec elle, et d'instaurer un régime fort, à l'image de ce qui s'est fait en Italie avec Mussolini en 1922, et en Allemagne en 1933. Des Juifs patriotes, anciens combattants de la guerre de 1914-1918, se retrouvent sur la place de la Concorde. Un certain nombre d'entre eux sont affiliés aux Croix de feu, dirigée par le Colonel de la Rocque. A l'extrême-droite, on trouve aussi Wladimir Jabotinsky, admirateur de Mussolini. Se prétendant le "guide" du peuple juif, il commence à mettre en place sa propre organisation juive fasciste, qu'il fait parader en chemise brune, en saluant à la romaine.

Le 12 février 1934, la classe ouvrière française, consciente du danger fasciste, riposte puissamment : manifestations, grève générale. Et ce n'est que le point de départ d'une remontée qui va culminer avec la grève générale de Juin 1936. Des Juifs sont dans la manifestation parisienne, sous la bannière de la LICA, organisation de gauche. Le soir, dans les quartiers pauvres de Belleville, à Paris, les Juifs des milieux populaires dressent des barricades contre une éventuelle attaque fasciste. C'est la preuve que la base, lorsqu'elle n'est pas empoisonnée par les directives de ses chefs, est capable de trouver des réponses adaptées. Mais lors de l'Assemblée générale du Consistoire de Paris, l'assemblée dirigeante des rabbins, le baron de Rothschild est présent et proteste : *"Est-ce l'intérêt des Juifs, que les membres de la LICA marchent à la tête de groupes de manifestants en clamant des mots d'ordre"*. Le mois suivant, le 22 juin 1934, la synagogue de la rue de la Victoire accueille les Croix de feu en grande pompe : *"L'Association Croix-de-Feu a fait célébrer dimanche dernier, à la synagogue de la rue de la Victoire, son service commémoratif annuel, écrit l'Univers israélite. La cérémonie était présidée par M. Julien Weill, grand rabbin de Paris (...) Etaient représentés : le président de la République, les ministres de la Guerre et de l'Air ainsi que plusieurs associations patriotiques. Le colonel de La Rocque, président des Croix-de-Feu et une importante délégation de cette association assistaient à la cérémonie emplissant la grande nef (...) L'allocution de circonstance a été prononcée par M. le rabbin Jacob Kaplan, dont l'éloquence, si appréciée dans les cérémonies patriotiques, s'est encore dépassée. Le prédicateur a félicité les Croix-de-Feu de leur libéralisme"*. Et pour que les choses soient claires et nettes, le baron Robert de Rothschild patronne la création d'une Union patriotique des Français israélites, en 1934. En Autriche, les élites juives ont la même attitude. En août 1934, la communauté juive de Vienne organise une cérémonie de deuil à la mémoire du chancelier pro-fasciste Dollfuss.

Face au danger du fascisme et de la guerre, la classe ouvrière française dans son ensemble est endormie par ses chefs politiques, comme les Juifs sont endormis par leurs chefs religieux. Elle obtient par la grève générale les congés payés, les 40 heures de travail par semaine, etc. Mais elle abandonne à son sort la classe ouvrière espagnole, qui mène un bras de fer révolutionnaire contre la bourgeoisie espagnole alliée à Mussolini et Hitler. Cet oubli va définitivement ouvrir la voie à la Seconde Guerre mondiale, un véritable enfer sur terre.

En mai 1934, les Etats occidentaux décident d'un boycott économique contre l'Allemagne. Le Dr Goebbels, chargé de la propagande nazie, accuse la juiverie internationale de cette opération. La bourgeoisie juive répond dans la Jüdische Rundschau du 15 mai 1934 : *"Les Juifs allemands luttent pour une situation meilleure mais ils n'ont rien fait contre l'Allemagne et ne feront rien contre elle. Si l'Allemagne souffre économiquement, les Juifs allemands en souffrent également"*. En réponse à de nouvelles mesures anti-juives, le 8 février 1934, le président de la Représentation du Reich des Juifs allemands, le Dr Otto Hirsch écrit

dans Der Morgen : *"La constitution d'un nouvel Etat allemand sur une base populaire et raciale devrait avoir pour conséquence nécessaire l'accentuation du fait que les Juifs sont autres par rapport au monde environnant, mais non pas qu'ils soient inférieurs, car aucune communauté ayant le sens de l'honneur et le respect de soi ne saurait accepter cette dépréciation sans se contredire"* Et on lit encore ceci : *"La représentation reconnaît que, sauf pour l'interdiction du mode d'abattage rituel, toute atteinte à la vie religieuse a été strictement évitée. Toutefois, un certain nombre de Juifs allemands ne trouveront pas de place en Allemagne et devront émigrer. Il est dans l'intérêt allemand comme dans l'intérêt juif que cette émigration soit proposée et réglée avec méthode (...)"* : Ainsi la bourgeoisie juive propose sa collaboration à la bourgeoisie allemande pour se débarrasser des centaines de milliers de Juifs pauvres. Mais le régime nazi fait ce qu'il veut.

Ces notables ne vont se rendre compte que leur sort n'est pas garanti par leur anticommunisme et prendre peur, que lors de la promulgation des lois raciales de Nuremberg, en septembre 1935. Celles-ci affirment que seuls seront citoyens du Reich les habitants purement aryens, qu'eux seuls auront des droits politiques, que le mariage entre Juifs et non-Juifs est interdit, et qu'il est interdit aux Juifs d'arbore le drapeau allemand. En France Fernand Corcos, répond : *"Jusqu'à quand ce silence ? (...) Les Juifs d'Allemagne sont condamnés à mort. Les Juifs du monde entier savent cela. Les Juifs de France savent cela. Personne ne dit rien, ne fait rien, que des actes d'entraide personnelle"*. Et que préconise Corcos ? *"Nous ne demandons pas, écrit-il, de meeting sans lendemains. Nous voudrions un rassemblement de juristes, d'hommes de gouvernement ; une enquête avec des témoignages évidents, hors du sol allemand si elle n'est pas possible en Allemagne. Nous ne demandons pas une guerre économique, nous ne croyons pas au boycottage qui est une forme de guerre, et nous sommes contre toutes les formes de guerre" !*

Le 4 février 1936, un jeune étudiant juif yougoslave de 20 ans, David Frankfurter, abat le chef des nazis allemands en Suisse. Le grand rabbin de Paris Julien Weill, sollicité pour sa défense, répond : *"Je n'ai pas à défendre un assassin !"* L'Univers israélite ajoute : *"Nous condamnons le meurtre politique, quels qu'en soient les motifs. Ceux qui se croient en droit de supprimer un adversaire s'excluent de la communauté des hommes"*. Le 7 novembre 1938, un autre jeune juif, Herschel Grynspan, polonais, se présente au siège de l'ambassade d'Allemagne à Paris, et abat à coups de revolver le conseiller von Rath. Les milieux de gauche le défendent. Les institutions juives le dénoncent comme un criminel de droit commun.

Jusqu'en 1937, les journaux proches du Consistoire vantent l'Italie fasciste de Mussolini, répétant qu'elle ne connaît pas de ségrégation raciale, et proposent même des voyages organisés. Fin 1938, le gouvernement français négocie avec l'Allemagne l'idée d'installer les Juifs à Madagascar, colonie de la France. Julien Weill, grand rabbin de France par intérim, écrit dans Le Matin : *"Je crois, à ce propos, que la solution qu'il (Note : le problème des Juifs allemands) réclame dépend davantage de l'Amérique et de l'Angleterre que de la France qui a déjà fait, à cet égard, plus qu'aucun autre pays au monde et ne peut plus, de toute évidence, accueillir de nouveaux immigrants. Je ne crois même pas qu'elle pourrait faire place dans les régions habitables de son empire colonial"*. C'est clair et net : les Juifs d'Allemagne ne sont pas souhaités, ni en France, ni même dans ses colonies. Qu'ils aillent au diable !

Dans Tribune Juive du 23 décembre 1938, on lit ce témoignage d'un rescapé du camp

de Dachau : *"Le nombre des juifs internés à Dachau, à la suite des pogromes du 10 novembre est d'environ douze mille. Il est facile de faire le calcul car il y a quatorze baraques dénommées blocs, dont chacune est aménagée pour abriter huit cent hommes. (...) On reconnaît les internés aryens, les "criminels politiques", les "insoumis" à la loi du travail, les "Bible students" (secte religieuse d'origine américaine fort persécutée dans le Troisième Reich) à leurs insignes respectifs : après l'appel, ils doivent travailler, pour la plupart, à la construction de nouvelles baraques. Quant aux douze mille Juifs, ils ne sont même pas jugés dignes de travailler. Ils doivent marcher, faire l'exercice et la gymnastique ; au début on leur permettait de chanter, mais plus maintenant (...) Plus les sous-chefs se montrent durs avec les internés, plus il ont de chance d'être libérés".* Et Tribune juive d'ajouter : *"N'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de Dachau. A part les douze mille juifs qui y sont internés, il y en a encore bien plus dans d'autres camps de concentration tels que Buchenwald, Oranienburg, Chemnitz".* Impossible donc à quiconque de prétendre qu'avant 1944 on ne savait pas, on ne pouvait pas savoir l'ampleur des atrocités nazies.

En 1939, le gouvernement français décide d'enfermer les Juifs allemands. La bourgeoisie française sait qu'une partie d'entre eux sont des opposants politiques de gauche, voire communistes, et ce sont ces idées politiques qu'elle veut enfermer. Albert Lévy, président du Comité d'assistance aux réfugiés, applaudit presque : *"Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur l'opportunité de la mesure de sûreté nationale devant aboutir à l'internement de quelque 13 000 à 14 000 réfugiés. Si notre gouvernement a cru devoir prendre cette mesure, c'est que sans doute il la jugeait nécessaire et indispensable".* Rien n'oblige à ce langage. Pétain n'est même pas encore là. Une telle servilité, inlassablement répétée, est écoeurante.

12 - Le sionisme et l'Etat

En 1948, est né l'Etat d'Israël. Les sionistes redonnent aux Juifs un Etat, 2 500 ans après la destruction de l'Etat antique. Mais règlent-ils le problème juif ? Dans un monde où on ne respecte que la force et où celle-ci se fonde sur la violence, on peut comprendre que des Juifs voient en l'existence d'un Etat juif une raison de trouver dignité et fierté. Mais l'Etat est, depuis ses origines, un instrument de fierté seulement efficace et utile aux possédants. C'est eux qu'il sert. Bien entendu, tous les Etats du monde se prétendent au-dessus des partis, des différences sociales, et au service de tous. Et l'Etat juif le dit aussi. Mais la réalité est toujours autre pour les petits, pour la population.

L'Etat d'Israël est né de la victoire de l'idée sioniste sur celles des socialistes, et celles du Bund. C'est au départ un mouvement impulsé par des notables, mais la bourgeoisie mondiale, anglaise puis américaine, lui donne sa chance en l'autorisant à créer l'Etat sioniste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les Amants de Sion étaient apparus en Europe de l'est à la suite des pogromes, mais étaient longtemps restés extrêmement faibles. La première conférence, en 1884 à Katowice, était minuscule. Leur seul programme était de collecter des fonds pour acheter des terres en Palestine, et y envoyer des ouvriers juifs monter des villages. C'est un avocat de Vienne, Théodore Hertzl, qui représente ce courant. Et ce sont des étudiants qui militent autour de lui. Hertzl s'aperçoit que les Juifs riches n'ont guère envie d'investir dans sa solution : *"Tous les Juifs ayant une situation stable sont contre moi"*, dit-il. Il décide alors de gagner le peuple. Et il commence alors à parler du problème national, de

l'émancipation, etc. Le peuple comme masse manoeuvre, vieille méthode bourgeoise.

Dans la pratique, c'est un autre parti, de gauche et plus proche des masses juives, qui fera le travail d'apporter du monde aux idées sionistes. Le Poalé Tsion a formé ses premiers groupes à la fin du 19ème siècle. En 1905, il affirme avoir 16 000 membres. Il prend en 1906 le nom de Parti ouvrier juif social-démocrate Poalé Tsion. Mais s'intituler ouvrier est une mode à l'époque. Le Poalé Tsion n'est pas vraiment ouvrier, et n'a pas un programme ouvrier. Il considère même qu'une société socialiste ne peut résoudre le problème juif : *"Même si un Etat basé sur les principes de la liberté était établi, (...) la question juive devrait attendre encore longtemps une réponse spécifique"*. Il propose donc *"l'existence juive sur une base économiquement saine, clé de voûte de l'existence nationale et fondement d'une lutte des classes fructueuse vers la transformation socialiste de la vie nationale juive"*. Derrière l'étiquette démagogique de "socialiste", l'économie "saine" n'est en fait que l'économie bourgeoise. Le Poalé Tsion promet aux ouvriers une *"lutte de classes normale"* en Palestine, la jugeant impossible dans la Diaspora. Borochof dit qu'*"Eretz Israël était le meilleur pays pour les Juifs et qu'il n'en existait pas de meilleur (à moins de le prouver). Il était historiquement celui des Juifs"*. Borochof sait bien que la terre de Palestine fait vivre maintenant de pauvres paysans arabes, les fellahs, qui n'en sont même pas propriétaires. Il fait de vagues discours sur la possibilité de s'entendre avec eux, en bons socialistes, et de régler le problème par l'achat de terres, sans spoliation.

Seulement, en politique, il y a des mots et des idées qui ne tiennent pas debout. Le programme sioniste suppose la fondation d'un Etat, avec une police, une armée, des tribunaux, des impôts, une administration, bref toute une série d'appareils hors du contrôle réel de la population, mais par contre humainement et étroitement liés à ceux qui lui fournissent le matériel humain, les classes aisées. L'Etat ne se fabrique pas avec des méthodes d'enfant de chœur. C'est aussi un appareil de violence, où l'on apprend à des hommes à tuer son prochain. L'économie saine clé de voûte de cette construction signifie la conservation des différences de classes, que les propriétaires soient toujours propriétaires et de plus en plus riches, et que ceux qui ne possèdent rien continuent d'être obligés d'aller se faire exploiter par ceux qui possèdent propriétés et richesses. Quant aux rapports avec les occupants arabes, c'est une ineptie que de prétendre vouloir régler le problème à l'amiable avec les fellahs. La seule solution qui aurait pu exister aurait été que les pauvres, Juifs et Arabes s'entendent pour se préparer à une lutte sans merci contre les propriétaires des terres, riches émirs ou nobles vivant dans les villes.

Seulement, ce n'est pas le programme sioniste. Et celui-ci va, bien au contraire, donner des gages aux grandes bourgeoisies. Les grands du monde n'acceptent avec bienveillance la mise en place d'un nouvel Etat, qu'il soit juif ou aujourd'hui palestinien, qu'à la condition qu'il se fasse selon leurs normes, c'est-à-dire que cet Etat soit avant tout capable, avec une police adéquate, de tirer si nécessaire sur sa propre population, et ceci en prévision des révoltes futures contre l'injuste mais sacro-sainte propriété. Ils vérifient aussi que cet Etat va défendre cette vision aussi à l'échelle régionale, en se souciant de préserver dans ce cadre leurs intérêts de puissants, pétrole, stratégie, et autres. C'est finalement un Etat otage et serviteur de l'impérialisme qui se bâtit et agit au fil des années. Le résultat en est qu'Israël, mais aussi sa population, paraissent aux yeux des masses arabes comme l'ennemi total, le symbole de la richesse et de l'oppression.

L'Etat juif ne pouvait que se mettre en place dans la violence, comme tout Etat. Cette

violence a eu un nom et un symbole : Deir Yassin. Dans la nuit du 9 au 10 avril 1948, quelques dizaines de membres d'un commando de l'Irgoun, groupe terroriste sioniste dirigé par Menahem Begin, entrent dans le village de Deir Yassin. Jacques de Reynier, chargé de mission de la Croix-Rouge, témoigne qu'un officier *"me raconte l'histoire de ce village, peuplé exclusivement d'Arabes, au nombre d'environ 400, désarmés depuis toujours et vivant en bonne intelligence avec les Juifs qui les encerclent. Selon lui, l'Irgoun est arrivé il y a 24 h et a donné l'ordre, par haut-parleur, à toute la population, d'évacuer toutes les maisons et de se rendre. Délai d'exécution un quart d'heure. Quelques-uns de ces malheureux se sont avancés et auraient été faits prisonniers puis relâchés peu après vers les lignes arabes. Le reste, n'ayant pas exécuté l'ordre, a subi le sort qu'il méritait"*. 254 morts, tous les habitants à quelques exceptions près, sont massacrés par le commando. Grâce à cette opération, les sionistes réussissent à obtenir ensuite sans délai l'exode de centaines de milliers de Palestiniens. Aujourd'hui, ils sont des millions dans des camps, mais la nouvelle génération comme l'ancienne attend que se règle le problème de la restitution de leurs terres. En 1998, à la suite d'un attentat suicide commis par des Palestiniens, Nourit Peled-Elcknan, fille d'un général israélien, écrit dans un grand quotidien : *"Notre peuple a perdu la raison. Je me sens complètement étrangère au peuple juif d'aujourd'hui qui interdit à une femme enceinte de Gaza de franchir un barrage et dont l'enfant meurt. Notre politique vis-à-vis des Palestiniens n'est pas juste. Nous devons comprendre que lorsqu'un peuple en soumet un autre en esclavage, lui dénie tout espoir, le prix à payer, ce sont nos enfants qui doivent l'acquitter"*.

13 - Israël, le mythe et la réalité

Dès l'origine, en 1948, le Mapai, ancêtre du Parti travailliste, impose que l'Etat et la religion ne soient pas séparés. Les religieux ont d'office de nombreux privilèges. Ils sont exemptés de service militaire, ainsi que les élèves des écoles religieuses. En 1997, la proportion des jeunes gens dispensés de service militaire pour études religieuses a atteint 7,5 %. Le gouvernement comporte en permanence un ministère des affaires religieuses, puissant et richement doté. Ce ministère gère les activités religieuses, contrôle le fonctionnement des conseils religieux locaux, les enterrements, les cimetières, les bains rituels, et les institutions religieuses des autres religions. Mariage et divorce civils ne sont pas reconnus, et sont du ressort des tribunaux religieux. Si les fondateurs de l'Etat israélien font ce choix, c'est évidemment parce que, comme tous les fondateurs d'Etat de par le monde, ils ont un besoin essentiel de la religion. En prétendant fonder un Etat dont la religion est celle de tous les Juifs, ils créent l'illusion que l'Etat est celui de tous les Juifs qui le rejoindront.

Israël est bâti sur un mythe, celui de l'Alyah. Tout Juif du monde a immédiatement sa place pleine et entière en Israël s'il le souhaite. La réalité est autre chose. En 1997, sur 13,8 millions de Juifs dans le monde, 4,4 millions seulement vivent en Israël. On estime que un Juif sur quatre arrivé en Israël en est reparti. Quant à ceux qui restent durablement, ce n'est pas du tout l'égalité qui les attend. Israël a ajouté aux inégalités habituelles des pays riches d'autres fractures, dont celle considérable qui sépare les Juifs ashkénazes et les Juifs séfarades. Les ashkénazes, originaires d'Europe de l'est, appelés aussi occidentaux, sont une minorité relativement privilégiée. Les séfarades, originaires du bassin méditerranéen, descendants des Juifs d'Espagne, également appelés Juifs orientaux, et parmi lesquels on compte aussi les Juifs originaires des pays islamiques, sont quatre fois plus nombreux, et forment une masse qui vit largement moins bien.

Un salarié oriental, par exemple, gagne en moyenne 35 % de moins qu'un salarié occidental. Les orientaux qui poursuivent des études universitaires sont en proportion quatre fois moins nombreux que les occidentaux. 85 % de la population des prisons sont des orientaux. Les occidentaux forment la base du pouvoir travailliste. C'est une gauche repue et blanche. Avant son élection comme Premier ministre, le général travailliste Ehoud Barak a publiquement demandé pardon aux communautés orientales pour leurs souffrances. En réaction contre ce parti qu'ils ont connu lors de leur arrivée, les orientaux sont plus attirés par la droite ou les extrémistes religieux. Ce sont des citoyens de seconde zone. Arrivent ensuite les Juifs noirs, en provenance d'Ethiopie. Ils sont peu nombreux, 63 000, mais traités un cran en-dessous de tous les autres Juifs. Depuis les années 1980, on les oblige à passer un examen de religion pour prouver qu'ils sont juifs. L'autorité de leurs rabbins n'est pas reconnue. Il est arrivé que des cimetières refusent d'enterrer leurs morts. C'est un racisme ouvert de la société israélienne qui existe à leur encontre. L'Etat hébreu n'avait d'ailleurs pas voulu d'eux lors de sa création. En dessous des Ethiopiens, on trouve les non-juifs. Israël reconnaît officiellement comme citoyens les Arabes nés en Israël, mais dans les faits, ils sont traités en citoyens de quatrième zone. En 1991, le budget municipal accorde en moyenne 572 shekels pour un Arabe, contre 1 562 shekels pour un Juif. Enfin, les Palestiniens des territoires occupés forment la catégorie la plus basse, la plus mal traitée.

Bâti à l'origine dans le but déclaré d'accueillir les Juifs du monde, c'est-à-dire sur une base religieuse, l'Etat connaît une forte influence des religieux. Il n'y a pas de séparation de l'Eglise et de l'Etat en Israël, et bien des activités qui sont revenues à l'Etat dans les autres démocraties bourgeoises sont entre leurs mains. Les conseils religieux municipaux s'occupent de la vie de tous, croyants ou pas : ils gèrent l'état civil, décident qui est juif ou pas, si un mariage peut avoir lieu ou non. Ils exercent des pressions pour limiter plus encore les activités du samedi, et interdire la circulation des taxis, des bus, l'ouverture des cinémas et théâtres. Ils préconisent la séparation des piscines et des plages selon les sexes. Une manifestation des religieux a rassemblé 250 000 personnes en février 1999 : hommes et femmes étaient séparés par un mur de tissu. Aux élections législatives de mai 1999, sur 120 sièges, le Judaïsme unifié de la Torah (ultra-orthodoxes ashkenazes, Juifs d'origine européenne) a obtenu 5 sièges contre 4 auparavant, le Shass (ultra-orthodoxes séfarades, Juifs d'origine méditerranéenne) a obtenu 13 % des voix et 17 sièges au lieu de 10, et le Parti national religieux 5 contre 9. Ces voix sont essentiellement le fait des plus pauvres, des plus opprimés. Le parti des rabbins dispose donc de 27 sièges sur 120, et sa présence au gouvernement du travailliste Ehoud Barak est encore plus forte. Le Shass détient quatre ministères, les infrastructures nationales, le travail et les affaires sociales, la santé, et bien entendu les affaires religieuses. Le Parti national religieux plus modéré, avec 4,2 % des voix, a un ministère, celui de la construction, qui est aussi celui qui décide les constructions de colonies dans les territoires occupés.

Spoliateur des terres travaillées par les pauvres à l'origine, occupant de nouvelles terres peuplées d'Arabes après la guerre des six jours en 1967, cet Etat a développé plus que d'autres ses caractéristiques militaires, et a contribué à développer en son sein une extrême-droite puissante. Israël n'a cessé d'être en situation de guerre, ouverte ou larvée, et la population vit l'arme au pied. L'antisémitisme n'a pas disparu, et a au contraire pris de nouvelles couleurs, celles des rancoeurs des masses arabes. L'Etat, juif, palestinien, ou autre, n'est pas une solution aux problèmes des peuples.

Bibliographie II

- Armstrong Karen : Histoire de Dieu 1997 (Seuil)
Attali Jacques : 1492 (Fayard 1991)
Bauer Julien : Les Juifs hassidiques 1994 (PUF, Que sais-je ? 2830)
Bouanan Michel : L'art de Céline et son temps 1997 (Editions Allia)
Gitaï Amos : film - Kadosh (1999)
Léon Abraham : La conception matérialiste de la question juive 1940 (EDI)
L'Histoire : L'amour et la sexualité 1984 (n° spécial 63)
Marx Karl : La question juive 1843 (Union générale d'éditions 10 x 18 n°412)
Minczeles Henri : Histoire générale du Bund 1999 (Denoël)
Moore Robert I. : La persécution, sa formation en Europe (X°-XIII° siècle) 1994 (Edition les belles lettres)
Nahon Gérard : Judaïsme, histoire des Hébreux (Encyclopédie Universalis 1998)
Nahon Gérard : Judaïsme, histoire du peuple juif (Encyclopédie Universalis 1998)
Rajsfus Maurice : Sois juif et tais-toi 1981 (EDI)
Science et Vie Junior : L'Eglise 2000 ans de pouvoir 1999 (hors série n° 36)
Vajda Georges : Judaïsme, la religion juive (Encyclopédie Universalis 1998)

Janvier 2000